

DANS une semaine, Ronald Reagan sera à Paris pour participer au sommet des principaux pays capitalistes. Quelques jours plus tard, il se rendra à Bonn pour assister au sommet de l'OTAN.

La tournée du représentant de l'impérialisme le plus puissant est une provocation. Du Salvador au Guatemala, du Chili à la Turquie, Washington accroît son aide économique et militaire aux dictatures les plus sanglantes. Il intervient directement en Amérique centrale contre la guérilla, dans des combats qui ont déjà fait des dizaines de milliers de morts. A l'heure où l'austérité s'abat sur les travailleurs américains et européens, il entend impulser un programme de réarmement des puissances occidentales sans équivalent depuis la dernière guerre et dont l'une des premières manifestations est l'implantation de 572 nouvelles fusées nucléaires en Europe. Pour toutes ces raisons, Reagan est un symbole : celui de la répression, de l'exploitation et de l'écrasement des peuples, celui des menaces d'holocauste nucléaire de l'humanité toute entière.

Pour sortir de sa crise, pour mettre un terme à son déclin, l'impérialisme est prêt à utiliser tous les moyens en sa possession, y compris les plus meurtriers. Ses représentants peuvent demain, si rien ne les arrête, emprunter à nouveau la voie qui mène à un conflit généralisé. Menace hypothétique ? Il serait aveugle de ne pas considérer les hostilités dans l'Atlantique-Sud comme un avertissement. Pour sauvegarder un vestige de son empire, le vieux colonialisme britannique n'a pas hésité à envoyer une armada à des milliers de kilomètres de ses côtes et à déclencher une véritable guerre. Avec la bénédiction et l'appui actif de tous les pays membres de l'Alliance atlantique.

POUR tous les militants ouvriers, c'est donc un devoir élémentaire que se dresser contre les plans bellicistes de l'impérialisme. C'est un devoir d'exprimer sa solidarité à tous ceux qui s'opposent à la barbarie, et en premier lieu aux ouvriers et paysans du Salvador et du Guatemala. Quelle meilleure occasion pour le faire que le jour où Reagan sera en France ? Quelle meilleure occasion pour le faire que la période qu'ont choisi les mouvements anti-guerre en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie et même aux Etats-Unis pour manifester ? C'est un défilé monstre qui devrait à cette occasion réunir dans la capitale travailleurs socialistes, communistes, révolutionnaires, militants syndicaux et anti-impérialistes. La LCR a travaillé en ce sens. Elle continuera à le faire inlassablement dans les prochains jours.

D'ores et déjà, plus de cinquante organisations appellent à manifester. Oui, nous serons dans la rue le 5 juin, venus de toute la France pour affirmer notre opposition à Reagan-la-guerre, à l'alliance contre-révolutionnaire de l'Atlantique-Nord et pour proclamer notre soutien à la révolution centre-américaine. En y mettant toutes les forces, nous devons faire de cette journée, une puissante démonstration de masse anti-impérialiste.

Alain Krivine

CONTRE REAGAN



Contre
le fauteur
de guerre
nucléaire,
contre
le bourreau
du Salvador,
des dizaines
d'organisations,
des milliers
de manifestants
seront
dans la rue
à 14h,
place Clichy

PARIS 5 JUIN

**Avec
ceux de Citroën,
jusqu'à la victoire!**

CITROËN : LE CNPF ET LA DROITE APPUIENT LA DIRECTION

L'ENJEU

CITROËN, ce n'est plus seulement une grève que mènent depuis plus d'un mois des travailleurs immigrés contre une direction de choc. C'est aujourd'hui une épreuve de force entre toutes les forces de la droite et du patronat coalisées et l'ensemble du mouvement ouvrier.

A vingt-quatre heures d'intervalle, on a vu les deux camps se rassembler. Mardi 15 000 personnes encadrées par les gros bras de la CSL manifestaient avec le soutien sans faille des giscardiens, des chiraquiens, et de l'extrême droite, pour soutenir la direction Citroën.

Le lendemain, c'était la manifestation de la classe ouvrière — la première manifestation unitaire depuis le 10 mai — à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN, avec le soutien des partis ouvriers.

L'attitude de la direction est claire : les négociations n'étaient qu'une mascarade. Alors même qu'elle faisait semblant de discuter avec les représentants syndicaux, elle avait déjà envoyé des lettres de licenciement à 26 travailleurs, dont 17 délégués CGT ! Elle ne veut rien céder. Elle veut démolir les organisations syndicales qui lui résistent. A Aulnay, à Levallois, ses hommes de main ont mitraillé les grévistes à coups de boulons ou de pièces de fonte.

Oui la direction de Citroën veut l'épreuve de force, elle s'y prépare en recherchant tous les appuis : ceux de la droite et de sa presse lui sont acquis. Ceux du CNPF et de l'UIMM aussi, et les caisses noires du patronat sont déjà mises à contribution.

La direction a préféré perdre 20 000 voitures plutôt que de satisfaire les revendications ; elle n'a pas hésité à déboursier plus de 150 millions, rien que pour les voyages à Paris des manifestants « volontaires » de son usine de Rennes !

L'enjeu de cette grève n'est donc pas seulement financier. C'est de savoir si le changement va oui ou non entrer enfin dans les entreprises, à commencer par celles où sévit le patronat le plus féroce.

□ □ □

FACE à cette offensive, les travailleurs de Citroën résistent. Leur détermination n'a pas faibli. Au contraire ils sentent aujourd'hui que le soutien à leur lutte s'est élargi, et que le rapport de forces est en leur faveur : « Nous ne rentrerons pas sans nos délégués », « la CSL c'est fini », « nous tiendrons jusqu'à la victoire », voilà ce qu'ils disent aujourd'hui.

En étendant la grève sur quatre usines, en renforçant leurs piquets, les travailleurs de Citroën ont fait tout ce qui dépendait d'eux.

Ils sont en droit d'attendre que le PS et le PC les appuient. Ils en ont les moyens.

Pour imposer le changement à Citroën, il faut casser l'obstacle de la direction de Citroën et de ses nervis. Le PS et le PC sont majoritaires à l'Assemblée. Ils peuvent s'appuyer sur la mobilisation en cours pour chasser les fascistes de la CSL et se débarrasser de cette direction. Pour cela, une seule solution : la nationalisation sans indemnité de Citroën.

Voilà la mesure qui permettrait de garantir vraiment que le changement entre chez Citroën.

Voilà ce que doivent exiger tous ceux et toutes celles qui sont aux côtés des travailleurs de Citroën.

□ □ □

MERCREDI, pour la première fois depuis le 10 mai, l'unité d'action des syndicats et des partis ouvriers s'est réalisée dans la rue. Il ne faut pas qu'elle soit sans lendemain.

Face à la mobilisation de la droite et des patrons, il faut opposer la mobilisation unie de tous les travailleurs. Dans toutes les entreprises, il faut que dans l'unité les syndicats organisent la solidarité financière à la grève.

Et si la direction persiste dans son intransigeance, il faut se préparer à frapper encore plus fort que mercredi dernier, montrer que toute la classe ouvrière est aux côtés des grévistes de Citroën.

La victoire des travailleurs de Citroën sera celle de tous les travailleurs :

- Dehors la CSL et la direction !
- Nationalisation de Citroën.

F. C.

MARDI 25, les rues de Paris ont vu défiler un cortège de curieux défenseurs de la « liberté » et de l'« indépendance » : patrons en tête, encadrés par la maîtrise, et le service d'ordre discret de la CSL, ils ont manifesté avec l'appui du RPR et de l'extrême droite.

La « liberté » que défendent ces gens-là a l'image des miradors et des fils barbelés. Il suffit de voir ce qui se passe quotidiennement dans ces entreprises pour s'en convaincre.

La « liberté » à Citroën

« *Travaille et tais-toi* », telle est la devise de la maison. Dès que quelqu'un commence à ruer dans les brancards, les ennuis commencent : on le change sans arrêt de poste de travail, pour l'écoeurer et l'empêcher de tenir les cadences. On lui donne les boulots les plus pénibles pour le crever physiquement. Et si le récalcitrant s'obstine, on ne craint pas de monter une bonne provocation pour justifier son licenciement : des témoins « spontanés » confirmeront qu'il a insulté le chef ; ou bien on découvrira — par hasard — du matériel volé dans son casier...

Ici, le délégué CGT ou CFDT, c'est la bête noire. On ne peut pas s'asseoir à côté de lui à la cantine, ou même aller pisser en même temps que lui, sans que le chef vous pose aussitôt des questions...

Par contre, celui qui a le bon goût d'offrir un petit cadeau à son chef, en payant le pastis ou le couscous, aura peut-être des chances d'avoir ses vacances au bon moment pour rentrer au pays.

Les « élections libres » à Citroën n'ont rien à envier à celles des dictatures d'Amérique latine : les chefs passent dans tous les ateliers en expliquant comment « bien voter ». Les bulletins de vote sont faits par la direction et distribués à raison de un par personne par liste.

S'il y en a quatre, il n'est pas rare que le chef exige qu'on lui remette les trois qui n'ont pas servi... Certains bureaux de vote sont tenus uniquement par la CSL, et c'est là qu'elle fait ses meilleurs scores...

Un syndicat « indépendant »

La clé de voûte de l'« ordre Citroën », c'est une maîtrise musclée, omniprésente et un syndicat maison qui sert de courroie de transmission à la direction.

Les deux coïncident le plus souvent. Ainsi François Cusey est chef du personnel à Citroën. Il dénonce vertueusement dans les colonnes du *Figaro* les « groupes de choc » de la CGT : les délégations d'entreprises qui viennent apporter leur solidarité à la grève sont dénoncées comme des « commandos de militants extérieurs à nos usines » (14 mai).

Certains ont décidément la mémoire courte ! Ce monsieur a en effet un passé chargé : ancien ingénieur à Peugeot-Montbéliard, il était un militant actif de la CFT. En avril 1973, il a fait le voyage jusqu'à Saint-Etienne pour jouer les briseurs de grève à l'usine Peugeot, en compagnie d'un colonel en retraite nommé Cocogne (un nom prédestiné) : matraques, chaînes de vélo, grenades à plâtre, tel était l'arsenal du groupe de « libérateurs » qui prendra l'usine d'assaut en cisillant les clôtures, avec des méthodes rodées



Le RPR soutient les fascistes de la CSL Auguste Blanc et Bernard Pons

par ceux qui « nettoyaient » le djebel en Algérie.

Il n'est d'ailleurs pas le seul à disposer d'un beau bureau chez Citroën. Louis Pansart a aussi le sien, quai de Javel. Lui non plus n'est pas un inconnu. On retrouve son nom cité pour plusieurs agressions, dont celle d'Issy-les-Moulineaux en 1972 contre des immigrés.

En 1979, Pierre Maître, ouvrier aux Verreries champenoises à Reims, était assassiné par un nervi de la CFT envoyé sur place. Pansart n'était pas étranger à son voyage...

« Citroën est en guerre contre la CGT »

Lombard, le P-DG de Citroën, a une conception très particulière du syndicalisme. Pour lui, la grève c'est déjà l'état de siège : « *Citroën est en guerre contre la CGT* », a-t-il froidement déclaré dans une interview au *Matin* (24 mai).

Ses protégés du syndicat maison lui causent tout de même des soucis : « *La CFT a eu des malheurs. En particulier après cette malheureuse et tragique histoire de Reims. Elle a fait ensuite peau neuve (...) et s'est transformée en CSL.* » Mais malgré ce changement d'étiquette, il reconnaît que l'« image de la CSL n'est pas bonne ».

L'image de la CSL-CFT dans l'opinion publique est en effet plus proche d'une cohorte de nervis fascistes à la solde de la direction que d'un syndicat ouvrier « indépendant »...

Ces vaillants défenseurs de la « liberté » se sont d'ailleurs illustrés plusieurs fois depuis le début du conflit : à Aulnay, ils ont bombardé

le piquet de grève avec des pièces de métal du haut d'un hélicoptère ; à Asnières, ils ont attaqué les grévistes à coups de boulons.

Une manifestation payée sur le temps de travail

La manifestation parisienne de mardi qui a rassemblé 15 000 personnes pour la « liberté » derrière la direction de Citroën est une bonne illustration des « méthodes Citroën ». Pour obliger les gens à manifester, des chefs sont allés faire pression à domicile : « *Tu manifestes ou tu es licencié.* » A Vélizy la maîtrise a expliqué que les gens qui n'iraient pas à la manifestation seraient comptés comme grévistes ! A l'usine de Rennes, les manifestants ont eu 17 heures de travail payées, et le voyage en car gratuit pour monter à Paris (ce qui n'empêche pas la direction de raconter qu'elle est au bord de la faillite et ne peut pas lâcher un centime d'augmentation).

En finir avec la mafia Citroën

Citroën, c'est un bain moderne où le patron, depuis des années fait régner la terreur en s'appuyant sur une milice fasciste déguisée en syndicat.

C'est contre cela que les travailleurs de quatre usines sont entrés en grève. Ils ne veulent plus de la CSL dans l'usine.

Le PS et le PC sont au gouvernement. Ils ont les moyens de les aider : au lieu d'accepter de rencontrer officiellement la CSL, comme l'a fait Auroux au lendemain du 10 mai, ils doivent interdire cette organisation qui n'a rien d'un syndicat ; ils doivent nationaliser Citroën.

F. L.

Unité des travailleurs pour soutenir la grève !

ARIS, mercredi 26 mai. Les voilà les vrais ouvriers de Citroën ! Ils sont dans la rue ! Et qu'est-ce qu'ils demandent, les vrais ouvriers de Citroën ? Ils demandent 400 F d'augmentation pour tous ! Ils demandent les libertés syndicales ! Ils demandent la dignité ! Ils en ont marre de la dictature des patrons ! C'est fini la police des patrons ! C'est fini la CSL ! La CSL à la poubelle ! Voilà ce que veulent les vrais ouvriers de Citroën... »

Cette prise de parole, répétée inlassablement à la sonne par un délégué immigré de la CGT, est coupée par des acclamations après chaque phrase.

Sans doute jamais depuis 1968 on n'a vu défilé autant de travailleurs immigrés en lutte dans les rues de Paris : ils sont tous venus. Ceux d'Aulnay, de Vélizy, de Saint-Ouen, de Levallois ou d'Asnières. Des cortèges très combattifs, une forêt de drapeaux de la CGT.

Quel contraste avec le cortège de la veille ! Hier, c'était la direction et la maîtrise qui donnaient le ton. Hier, beaucoup de ceux qui avaient été entraînés dans la rue par les pressions de leur chef baissaient obstinément les yeux. Aujourd'hui, on sent la joie et la fierté de travailleurs à qui la grève a fait recouvrer leur dignité.

Les travailleurs immigrés de Citroën représentent à eux seuls plus du quart de la manifestation, et sans aucun doute sa partie la plus combattive.

Derrière eux, les banderoles se succèdent. Dans le cortège de la CGT, de loin le plus nombreux, les mots d'ordre les plus souvent repris sont : « Union, action avec la CGT » et « Liberté à Citroën ». Mais quelques cortèges, comme celui de Renault-Billancourt, réclament la dissolution des milices patronales et de la CSL. Rassemblées derrière une

- Après la manifestation de Paris, la mobilisation doit s'amplifier
- Une exigence grandit : chasser la CSL ! Nationaliser Citroën !



banderole, les membres de l'équipe de rédaction d'Antoinette ont voulu

montrer que, malgré la « normalisation » qui les frappe, elles enten-

daient être au premier rang du soutien aux luttes.

Dans cette manifestation de soutien aux travailleurs immigrés, le PCF étale fièrement les écharpes tricolores de ses élus. Le PS a lui aussi un cortège.

La CFDT et la FEN ont dans l'ensemble peu mobilisé.

On remarque plusieurs cortèges d'entreprises en lutte, comme celui de la Société générale avec une banderole du comité de grève. Ils défilent aux cris de « Citroën, Générale, même combat ! » Les travailleurs de la blanchisserie Elis en grève, eux aussi victimes d'une surexploitation féroce, brandissent des panneaux pour les revendications et les libertés.

Le cortège de la LCR ferme la marche : « Solidarité Français-immigrés », « CSL hors des usines ! », « PS, PC, nationalisez Citroën... » Un tract de la Ligue est distribué sur les trottoirs.

Cette manifestation est à l'évidence beaucoup plus nombreuse que celle de la veille. Elle est marquée par une présence imposante de travailleurs de Citroën. Pourtant, s'il y a du monde, ce n'est pas un raz-de-marée. Et malgré l'appel unitaire des syndicats et partis ouvriers, il n'y a pratiquement pas de banderoles communes CGT-CFDT dans le cortège.

Le combat pour développer la mobilisation unitaire de soutien aux travailleurs de Citroën doit continuer.

• Lyon : 4 000 personnes ont défilé mercredi à 10 h 30, en débrayant pour participer à la manifestation. C'est une manifestation importante pour la ville, surtout à l'heure où elle était convoquée. Elle était appelée unitairement, mais, comme à Paris, les tracts et les banderoles unitaires CGT-CFDT étaient rarissimes. Par contre, dans plusieurs entreprises, des assemblées et des débrayages ont été appelés en commun par la CGT et la CFDT.

Une journée au piquet à Levallois

LUNDI 24, 4 h 30 du matin, devant le métro Pont-de-Levallois, un groupe compact de travailleurs discutent. Beaucoup de travailleurs immigrés et quelques militants politiques et syndicaux venus aider les grévistes. Peu à peu les piquets se gonflent tout autour de l'entreprise.

« CSL, c'est fini ! »

Vers 8 h l'atmosphère se tend brusquement : une manifestation de la CSL arrive d'Asnières. Tout le monde se regroupe devant l'entrée principale sur le quai par où doivent arriver les manifestants.

Quelque 300 personnes s'arrêtent devant le cordon de CRS qui sépare les grévistes de ceux de la CSL.

« CSL c'est fini », crient les grévistes. « Liberté du travail », répond le mégaphone des jaunes, de ceux dont le travail consiste justement à faire travailler les autres à la trique. Chemises blanches, cravates, manifestement beaucoup de maîtrise et d'employés de bureau.

Alors, des toits de l'usine où sont retranchés quelques dizaines de nervis, les boulons pleuvent sur les grévistes. Les lances à incendie entrent en action. Bientôt ce sont des pièces d'acier qui volent. Les grévistes ripostent à coup de pierres mais ils ne sont pas en bonne position.

Au premier rang de la manifestation de la CSL, on a mis les employés de bureau. Elles consultent fréquemment leur montre. Manifestement elles ne sont pas là de gaîté de cœur et ne songent qu'à rentrer chez elles. Le système de chantage

de la direction fonctionne encore mais sa rentabilité est faible.

Dans les rangs des grévistes, les prises de parole à la sonne se succèdent. Quand les grévistes prennent le relais des permanents CGT le sentiment unitaire apparaît et la CFDT est de nouveau citée. Sous la pression, les responsables de la CGT sont obligés d'emboîter le pas et de parler aussi d'unité. Deux heures plus tard, la manifestation de la CSL se dispersera sur ordre de la direction.

Ce type d'affrontement est assez courant à Levallois, même si cette fois-ci la direction mis le paquet en regroupant des gens d'Asnières, de Clichy et de Levallois.

A Asnières, la tension est d'ailleurs tout aussi vive. Devant l'entreprise, une véritable barricade a été érigée par la maîtrise. Il faut dire qu'ici la direction a les mains libres, puisque la municipalité RPR a mis ses locaux à la disposition de Citroën et la mairie sert de base de départ aux manifestations fréquentes en direction d'Asnières ou de Levallois.

Les jaunes partis, les piquets reprennent leur place aux quatre coins de l'entreprise. Vers 11 h 30 une camionnette passe pour distribuer des sandwiches que la municipalité communiste de Levallois offre chaque jour aux grévistes.

L'intox de la direction

Vers 14 h 30, coup de téléphone de la FTM CGT : il paraîtrait qu'un jaune serait mort à la suite d'une

agression de la CGT. Stupeur chez les permanents et les grévistes. Personne n'a rien remarqué. Renseignements pris, tout le monde était devant la manif de la CSL et personne n'a poursuivi personne. Peu après, le commissaire contacté confirme que le mort ne porte aucune trace apparente de blessure contrairement aux déclarations de la direction. Vers 16 h, nouveau coup de fil de la FTM qui annonce que l'AFP diffuse un communiqué annonçant qu'un témoin affirme avoir vu l'homme s'écrouler sans qu'il soit nullement poursuivi. Le diagnostic sommaire établit qu'il s'agit d'une crise cardiaque. Dans les piquets, le constat est fait sur la façon dont la droite contrôle encore au moins les radios périphériques si promptes à annoncer la version de la direction sans vérification. Elle a bonne mine, la droite, de venir ensuite se plaindre d'un prétendu monopole sur la télé !

Pas question de rentrer pour que ça continue comme avant

Les commentaires vont aussi bon train sur l'agression du matin. Heureusement que les policiers avaient fait un barrage, sinon avec tous les pauvres gens que Citroën oblige à participer à ses provocations, les commandos auraient passé un mauvais quart d'heure.

Peu à peu, la conversation revient comme tous les jours sur l'intransigeance de la direction. Ici on n'en est pas surpris. Citroën c'est loin, très loin d'être Renault. De toutes

façons, tout le monde est d'accord : il est hors de question de rentrer si c'est pour que Citroën puisse pratiquer comme avant. La grève peut durer encore deux mois s'il le faut. Une direction qui ne cède pas, ne serait-ce qu'un minimum, à une telle pression, après avoir perdu 20 000 véhicules, c'est qu'à l'évidence il existe autre chose qu'une simple motivation économique.

Toutes les manœuvres et discussions de ces derniers jours ne trompent personne. La direction a fait échouer deux fois les négociations, tant qu'elle n'opérera pas de recul clair sur les libertés, personne n'y croira vraiment.

La nationalisation : une vieille revendication des syndicats

En conséquence, au fil de la conversation, l'idée grandit dans les piquets que le gouvernement doit faire quelque chose qui ne soit pas la simple nomination d'un médiateur. La question de la nationalisation pour en finir avec la direction revient de plus en plus sur le tapis au cours de ces après-midi où il n'y a rien à faire qu'à attendre. Cette question est encore plus sérieusement discutée comme un objectif d'action par une partie des travailleurs actifs et des délégués de l'entreprise.

Comment s'y opposer alors que c'est une vieille revendication des syndicats CGT et CFDT de Citroën ? C'est qu'en effet c'est le moyen pour légaliser le rapport de forces obtenu par la mobilisation et d'en

Villetaneuse: Dans l'unité la plus large

« Solidarité avec les travailleurs de Citroën » Tel est le titre de l'appel à manifester le 26 mai, lancé unitairement par les organisations de l'université de Villetaneuse. « Au moment où l'Assemblée nationale débat des droits nouveaux des travailleurs, dit l'appel, ces droits pour ceux de Citroën sont :

- la reconnaissance des droits syndicaux ;
- l'expulsion de la CSL des entreprises ;
- la nationalisation de Citroën. »

Cet appel a été signé par : PCF, groupe socialiste universitaire, LCR, JCR, CGT et SGEN-CFDT (25 mai 1982).

finir une bonne fois avec le sabotage du changement que pratique ouvertement Citroën. Les jours qui viennent marqueront de façon encore plus importante la nature politique du conflit et donneront plus de relief à cette question.

Chaque provocation, chaque manœuvre de la direction ne fera que renforcer la volonté des travailleurs immigrés et de tous ceux de Citroën d'en finir une bonne fois avec ce patronat de choc.

La responsabilité du gouvernement et de la majorité au Parlement n'en sera que plus évidente.

REPERES

Quand on reparle du SAC

DIX mois après la tuerie d'Auriol, on reparle des sombres activités du SAC au temps de sa splendeur. C'est une fuite sur le contenu du rapport que la commission d'enquête parlementaire (constituée en décembre dernier) doit rendre public le 17 juin qui est à l'origine de ce rebondissement.

Selon les indiscretions, les témoignages recueillis par la commission permettraient d'établir que le SAC était lié aux plus hautes instances du pouvoir d'Etat jusqu'en 1974. On apprendrait aussi que de Gaulle se tenait lui-même informé des modifications de l'organigramme du mouvement, que Pierre Debizet, patron des barbouzes depuis 1969, avait porté ouverte au ministère de l'Intérieur et pouvait consulter quand il le voulait le fichier des Renseignements généraux. Le rapport fourmillerait également de précisions sur les petits et grands scandales qui ont émaillé l'histoire de la V^e République : affaires Markovic, Ben Barka...

Au fond, il n'y a rien là de bien nouveau. Nombre de documents, ces dernières années, avaient déjà mis en lumière le fait essentiel : établie par un coup de force, la V^e République a contribué au développement de bandes parallèles dont la puissance provenait de la protection dont elles jouissaient en haut lieu. On attendait donc de la commission qu'elle porte à la connaissance de l'opinion l'ensemble des données en sa possession et qu'elle utilise les moyens institutionnels dont dispose aujourd'hui la majorité pour démanteler tous les réseaux de barbouzes, en commençant naturellement par le SAC. En agissant ainsi, le PS et le PC disposeraient d'une arme redoutable contre l'opposition bourgeoise puisqu'ils montreraient concrètement aux travailleurs ce qu'était la réalité du pouvoir de la droite.

On ne peut, à cet égard, qu'être inquiet devant la vigueur des réactions qui ont suivi les révélations de quelques journalistes. « *Pression pour tenter d'orienter les travaux de la commission* », ont déclaré en chœur les députés Hauteceur et Odru, responsables socialiste et communiste de l'enquête sur le SAC. Déjà, certaines rumeurs laissent penser que la commission ne publierait que deux tiers seulement de ses comptes rendus d'audience. Pourquoi pas la totalité et pourquoi dissimuler une partie des investigations ?

Ces attermolements sont à rapprocher du refus du gouvernement de mettre hors d'état de nuire les fascistes de la CSL (ex-CFT) contre lesquels se battent en ce moment les travailleurs de Citroën. Se prépare-t-on, sur ce terrain essentiel de la lutte contre les plus farouches adversaires du mouvement ouvrier, à capituler une nouvelle fois, devant la réaction et le patronat ? Car, n'en doutons pas, ceux-ci feront tout pour défendre leurs fidèles serviteurs comme l'atteste le soutien qu'ils apportent actuellement au syndicat patronal de Citroën.

Christian Picquet

PCF La mort d'un stalinien

Comme il se doit, c'est à Georges Marchais que revenait le soin de prononcer les paroles qui seront l'éloge funèbre de Georges Gosnat : « *Avec Georges Gosnat, c'est un homme de cœur exceptionnel, un dirigeant éminent de notre parti, un parlementaire entièrement dévoué au service de l'Etat, un grand patriote qui vient de nous quitter.* »

Rhétorique traditionnelle dont la pompe permet de taire à jamais qui fut vraiment cet apparatchik tout puissant de l'appareil stalinien.

Cet appareil pour lequel ce qui fut toujours maintenu dans l'obscurité et le secret doit à présent être enterré avec la dépouille de Georges Gosnat. Qu'il était le fils de Venise

Gosnat, figure historique du PCF, organisateur de la résistance en Bretagne, a présent effacé des mémoires.

Ce que furent ses rapports avec Maurice Thorez qui le remarqua, lui confia de hautes et secrètes responsabilités, et auquel il succéda comme député d'Ivry-Vitry.

Ce que fut son rôle exact en tant que directeur de France-Navigation, compagnie maritime qui, lors de la guerre d'Espagne, permit d'assurer la retraite d'une partie — pas choisie au hasard ! — de ceux qui combattaient dans le camp républicain.

Ce que fut son rôle exact dans l'appareil en tant que responsable omni-puissant des questions financières.

Ce que furent ses liens particuliers avec Moscou et quelles étaient les positions propres qu'il fut amené à défendre au sein de la direction du PCF. Il se dit, par exemple, qu'en juin 1981 il intervint devant le comité central con-

tre la participation du PCF au gouvernement.

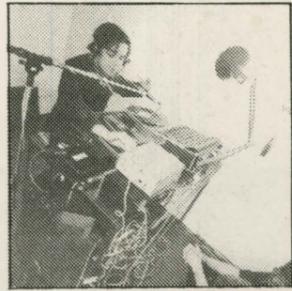
Il s'est dit tant de choses ! Il s'en dira encore tant !

Sans que nul réponde...

Afin que ne reste que le souvenir embaumé du « dirigeant éminent » que fut Georges Gosnat.

RADIO LIBRE Soirée spéciale Reagan

Radio Canaille FM, qui émet dans la région parisienne sur 104.8 Mhz, organisera une soirée spéciale « *Reaganeries* » le jeudi 3 juin à partir de 20 h 30. John Stone, journaliste américain, Ph. Texier, C. Bourdet, J.-P. Vigier, des membres du CODENE et des initiateurs de l'appel à la manifestation du 5 juin y participeront.



PTT Budget 83 : « la rigueur »

Dans les jours qui viennent, le Conseil supérieur des PTT va discuter du projet de loi de finances concernant ce secteur.

L'hebdomadaire *le Point* annonce que dans les discussions sur ce budget 1983 est prévue une diminution de 2,1 milliards. Ces diminutions toucheraient essentiellement le poste investissement des Télécoms et de la Poste.

Déjà en 1981, le budget PTT avait été amputé de 3,2 milliards. Par ailleurs, il se discute beaucoup, mais discrètement, d'une extension des heures d'ouverture des services publics... donc des PTT.

Ces deux informations vont dans le même sens. S'appuyant sans doute sur l'excédent de 6 milliards de la branche Télécoms en 1981, le gouvernement veut amener une compression du budget qui retombera inévitablement sur les personnels et les usagers.

Soit par l'aggravation des conditions de travail due au manque d'équipement et de modernisation des locaux. Soit directement par un transfert du budget de fonctionnement sur le budget d'équipement.

Alors que depuis plusieurs mois, les grèves se multiplient pour l'embauche d'effectifs, la titularisation d'auxiliaires. Alors qu'un postier sur deux gagne moins de 5 000 F et que le salaire minimum stagne à 3 522 F.

A l'heure où Fabius annonce un budget d'austérité dans la Fonction publique pour mieux donner des milliards de subvention au patronat, tout amène à préparer dès maintenant le débat pour un budget PTT conforme aux intérêts, des travailleurs.



DROITS NOUVEAUX Extension des droits syndicaux

Les débats se poursuivent autour de la loi Auroux. Le Parlement vient d'adopter un amendement qui permet aux sections syndicales d'inviter, non pas toute personne de son choix comme le souhaite le groupe communiste, mais, en dehors des heures de travail, des personnalités syndicales étrangères à l'entreprise. L'accord du chef d'entreprise reste nécessaire si les réunions ont lieu dans des locaux qu'il a mis à la disposition du syndicat et si l'invité est une personnalité non syndicale.

Les députés ont également décidé que pourront exister désormais, dans les entreprises de moins de cinquante salariés, des sections syndicales. Par contre, ces sections ne pourront désigner des délégués syndicaux auprès de la direction.

Enfin, l'Assemblée nationale a adopté une disposition qui de fait vise à renforcer la représentation de la CGT, la CFDT et FO par rapport à la CGC dans le collège cadres des entreprises de plus de cinq cents salariés. Il s'agit de permettre à « *un syndicat représentatif qui a obtenu lors des élections du comité d'entreprise un ou plusieurs élus dans le collège des ouvriers et des employés et qui, au surplus, compte au moins un élu dans l'un quelconque des deux collèges* » de désigner un délégué syndical supplémentaire parmi ses adhérents dans l'un ou l'autre de ces deux collèges.

La droite s'est bien sûr opposée à l'ensemble de ces dispositions. En particulier l'extension des droits syndicaux dans les petites entreprises. Charles Fèvre estimant qu'il s'agissait « *d'un frein à l'embauche : il est tout à fait inopportun d'imposer des rigidités supplémentaires aux chefs d'entreprise à un moment où la compétitivité diminue* ». On ne peut être plus clair. Pour les patrons, la « rigidité », c'est le droit des travailleurs d'avoir les moyens de défendre leurs intérêts.

SOLIDARNOSC : s'adresse aux syndicalistes français

Depuis le début du mois de mai, le régime polonais a fait arrêter plus de 3 000 travailleurs et jeunes, coupables d'avoir manifesté leur refus de l'état de guerre et d'avoir exigé la libération de leurs camarades emprisonnés ainsi que la levée de la suspension de leur syndicat, au cours des actions de masse du 1^{er}, du 3 et du 13 mai.

Pour tous les militants syndicalistes, ces faits doivent être le signe qu'il faut renforcer le soutien aux travailleurs polonais et à leur syndicat Solidarité.

Cet espoir, Zbigniew Bu-

jak, un des dirigeants les plus connus de Solidarité dans la clandestinité, en rend compte dans une lettre adressée aux syndicalistes français et envoyée à Edmond Maire, à la veille du 1^{er} Mai. Cet appel a été publié par le *Bulletin d'information* du comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France

(1) 10, passage des Deux-Sœurs, 75009 Paris, tél. : 247 76 59. Il est possible de s'y abonner (125 F pour 25 numéros), chèque à l'ordre de Solidarité Pologne publications.

APPEL

Nous vous envoyons nos chaleureux remerciements pour l'aide fraternelle et pour la solidarité que vous nous avez témoignées dans les moments difficiles que traversent notre syndicat et notre patrie. Nous savons pouvoir compter sur vous, y compris à l'avenir. Nous continuons le combat. Nous vous saluons en ce jour du 1^{er} Mai, fête internationale des ouvriers et des travailleurs. Vive la solidarité ! Vive la liberté !

Zbigniew Bujak
Président de la région de Varsovie de Solidarité,
membre de la commission provisoire
de coordination du syndicat « Solidarnosc ».



POINT DE MIRE

Le chômage va encore augmenter

LE gouvernement avait prévu de stabiliser à 2 millions le nombre de chômeurs en 1982. Objectif bien limité pour un gouvernement qui prétend défendre les intérêts des travailleurs. Objectif qui, selon les prévisions, ne sera même pas tenu.

Le gouvernement avait misé sur une croissance de l'économie de 3,3 % en 1982, elle devrait être de 2,5 %. Pour 1983, le pronostic est de 2,5 %.

Une des conséquences sera un accroissement du nombre de chômeurs en 1982, entre 80 000 et 90 000. Si rien de nouveau n'est fait, le nombre de chômeurs atteindra 2 100 000 fin 1982 et 2 300 000 fin 1983.

Rappelons que le bilan ac-

tuel des « contrats de solidarité » n'est que de 17 000 emplois créés. Par contre depuis le 10 mai, c'est environ 350 000 travailleurs qui ont été licenciés.

On va nous asséner ces chiffres pour essayer de prouver que les effets de la crise sont inévitables et qu'il faut que les patrons sortent de cette crise pour créer des emplois.

Mais l'argument s'inverse. Ces chiffres montrent au contraire que s'il veut sortir de la crise et satisfaire les revendications des travailleurs, le gouvernement n'a pas de troisième voie. Soit il s'adapte encore plus au patronat, soit il rompt avec le capitalisme, comme l'expliquait le PS... avant le 10 mai.

A. A.

Abonnement

	Normal	Collec.	Etranger
Nom	1 an 230 FF	190 FF	320 FF
Prénom	6 mois 120 FF	110 FF	170 FF
Adresse	3 mois 65 FF		090 FF
Formule choisie	Règlement à l'ordre de : PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. (tél. : 859.00.80)		

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie. Montreuil. Tél. : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108
Montreuil. Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)

QUI DECIDE ?

DEVANT la conférence des groupes socialistes d'entreprise, P. Mauroy s'est prononcé contre le droit de veto des comités d'hygiène et sécurité et a rappelé sa définition des droits nouveaux : « Il convient certes de donner des droits nouveaux de manière que la citoyenneté ne s'arrête plus à la porte des entreprises, mais il ne faut pas en revanche pratiquer la confusion des responsabilités. »

Jospin a déclaré à la tribune que c'était pourtant là une proposition défendue par Mitterrand qui « doit être respectée et appliquée » et que « cela reste la position du Parti socialiste ».

Jospin a aussi regretté, comme l'a fait aussi le PC, que « l'aide » accordée aux entreprises ne soit pas accompagnée d'exigence de contreparties pour les patrons. « Pas d'aide aux entreprises sans contrôle des travailleurs », s'est exclamé un délégué du Nord.

Là est bien le problème. La LCR a déjà expliqué ce qu'elle pensait de la multiplication des cadeaux aux patrons. Mais si l'on prétend exiger des contreparties, au moins faut-il préciser comment les obtenir. En se contentant de promesses patronales ? Sûrement non !

La seule question est de développer le contrôle des travailleurs. **Droit de veto sur les licenciements** ; puisque ces milliards accordés doivent servir à créer des emplois, il est inadmissible que les patrons continuent à licencier. **Ouverture des livres de comptes** pour contrôler si ces milliards sont réellement employés comme investissements productifs.

Mais Jospin, comme la direction du PC, se garde bien d'avancer des objectifs aussi précis. Ce serait pour eux mettre le doigt dans un mauvais engrenage, « celui de la confusion des responsabilités », comme l'explique Mauroy. Ce serait remettre en cause la politique du gouvernement qui clame haut et fort que dans les entreprises, c'est aux patrons de diriger. Du coup, les discours du PS et du PC sur « les contreparties » restent bien vagues.

A. A.



Delors sur A2 lors de l'émission « l'Heure de vérité »

NON A L'AUSTERITE

• Les travailleurs n'ont pas voté le 10 mai pour que Delors préconise l'austérité et Mauroy s'inquiète de l'augmentation des salaires

LORSQU'IL y a plusieurs mois, Delors avait parlé de « la pause » nécessaire, le Premier ministre s'était empressé de lui opposer un semblant de démenti en déclarant que « le changement » continuerait.

Jeudi soir, sur Antenne 2, Delors n'a pas pris des pincettes, il a prôné directement l'austérité : « Il faudra que chacun renonce un peu à ce qu'il croit devoir obtenir, à ses droits, il faudra un effort de tous, mais cet effort, nous avons voulu le fonder sur la solidarité. »

Prenons Delors au mot : « effort » de qui, « solidarité » de qui ? Depuis un an, il suffit de faire les comptes. Comme l'affirmait un délégué socialiste du Nord lors de la conférence nationale des sections et groupes socialistes d'entreprise des 22 et 23 mai : « Jamais le patronat n'aura été aussi soutenu et aidé que sous le gouvernement de la gauche. »

Qui va financer « le déficit » de la Sécurité sociale, celui des caisses chômage (UNEDIC), qui va payer l'augmentation de la TVA ? Les salariés, pas le patronat. Drôle de solidarité ! Pour ne rien laisser de côté, Delors regrette publiquement que Mitterrand se soit prononcé pour le passage au 30 heures sans diminution de salaire : « Il y a un gros effort à faire pour dégager l'horizon des chefs d'entreprise dont le moral a été très atteint en février pour des raisons psychologiques et politiques sur lesquelles je préfère ne pas insister. »

Mauroy fait écho à Delors...

Voilà Delors qui pleure sur le sort des patrons ; il se croit peut être encore ministre de Chaban-Delmas et n'a pas compris que le 10 mai était passé par là... Il n'est pas étonnant alors que Chotard, du CNPF, répondit : « Chaque fois qu'on fait appel à l'effort, les chefs d'entreprises répondent présents... L'appel du ministre de l'Economie et des Finances ne pouvait que rencontrer chez nous un écho favorable. La situation de nos entreprises exige, en effet, l'effort qui est demandé. » Et pour bien préciser, Y. Chotard continue : « Nous n'avons jamais cru à la relance de l'économie par la consommation intérieure, qui a surtout

favorisé les importations alors que les charges imposées à nos entreprises diminuaient notre compétitivité. »

Il semble que le gouvernement lui-même ne croit plus trop « à la relance de l'économie par la consommation intérieure ». Un jour après les déclarations de Delors, Mauroy a déclaré devant les militants des groupes socialistes d'entreprise : « Les hausses nominales excessives de revenus et de salaires entretiennent l'inflation et privent notre économie des moyens de créer des emplois. » Et il ajoute : « Le gouvernement est décidé à agir et nous aurons prochainement l'occasion d'en reparler. »

Agir sur la hausse des prix ? Non, visiblement le gouvernement ne veut rien bloquer de ce côté-là. Par contre, ce qu'indique Mauroy, c'est une politique de blocage des salaires, une politique des revenus. Comment entendre autrement ses propos ?

« Infléchissement de la politique économique ? Le nouveau langage du pouvoir », s'interroge le Monde des 23 et 24 mai en poursuivant : « Telle est plus ou moins la question que chacun se pose à la lumière des mauvais résultats qui viennent d'être connus : la stagnation de la production industrielle depuis l'automne 1981, la forte hausse des prix du mois d'avril (1,1 ou 1,2 %), la poussée du taux de salaire horaire au premier trimestre (4,8 %)... »

Mauvais résultats ? Mais pourquoi le gouvernement ne décide-t-il pas de bloquer la hausse des prix ? Pourquoi, alors qu'au travers du secteur public et nationalisé, du contrôle de la grosse majorité du crédit, il pourrait assurer une relance en fonction des besoins sociaux, distribue-t-il à l'aveuglette des milliards aux patrons sans savoir où cet argent va passer ? Pourquoi, alors qu'il a été élu par les travailleurs, fait-il confiance au CNPF pour gérer les affaires ?

Le PS et le PC emboîtent le pas

Il faudrait de plus faire remarquer que si, suite aux 39 heures et aux luttes des travailleurs pour refuser les contreparties que demandaient les patrons, le taux de salaire horaire vient d'augmenter, ce n'est que justice élémentaire et insuffisante. D'après les chiffres officiels, de février 1981 à février 1982, le pouvoir

d'achat du salaire ouvrier et du fonctionnaire avait baissé !

Jospin se contente de répondre à Delors et Mauroy qu'il faut... débattre : « On a évoqué la nécessité de l'effort de consentir à des sacrifices. On a parlé d'austérité, de solidarité... Il n'est pas question de nier la crise et ses contraintes... Tant que le débat n'a pas eu lieu, je pense que nous avons une politique économique et sociale et qu'il faut s'y tenir... »

Le premier secrétaire du PS fait semblant de croire que cette politique est nouvelle. A-t-il oublié les 1 % de la Sécurité sociale, les cadeaux aux patrons, l'impôt chômage pour les fonctionnaires ? Il déclare : « Si ces efforts sont nécessaires, il faut savoir qui les fera et pour quels objectifs. La solidarité pour nous reste liée à la justice sociale. Notre politique ne peut être celle des hommes qui nous ont précédés. Elle doit être socialiste... » Devant la réunion des militants socialistes d'entreprise, il est difficile de tenir un autre langage. Surtout quand l'on voit leurs réactions face aux propos de Delors et Mauroy (voir ci-contre). Mais pour ce qui est de proposer une autre politique, Jospin est muet...

Les propos de Lajoinie, président du groupe parlementaire communiste à l'Assemblée, ne sont guère plus précis : « La patience ne doit pas signifier renoncement aux transformations... La solidarité doit s'étendre aux privilégiés... L'effort est nécessaire mais dans le respect de la justice sociale... » Lajoinie se permet même de critiquer l'augmentation de la TVA que l'Huma approuvait le 13 mai mais critiquait préventivement le 5 avril. Les militants doivent un peu s'y perdre...

Mais lorsqu'il parle concret, il est clair : « Si la loi ne permet pas une autre réduction du temps de travail, ce sera aux travailleurs de l'exiger dans l'entreprise. » Autrement dit, « vous avez un gouvernement de gauche et des ministres communistes, mais chacun doit se débrouiller dans son coin ».

Dans ses colloques d'économistes, le PC parle de « nouveaux critères de gestion ». Mais, le 12 mai, G. Marchais avait déclaré qu'il était prêt à défendre des mesures impopulaires si... le PS le faisait aussi. Visiblement la chose est en bonne voie.

Antoine Artous

Les critiques des militants socialistes d'entreprise

LA cinquième conférence des groupes socialistes d'entreprises s'est terminée au son de l'Internationale dans la salle, mais à la tribune les dirigeants se sont abstenus de lever le poing. Quand on est un parti de gouvernement, responsabilité oblige.

Si Mauroy a fait « vibrer » la salle en invoquant la lutte des travailleurs de Citroën, il a eu visiblement moins de succès lorsqu'il a défendu la politique du gouvernement.

Gérard Baillé, du Nord, a déclaré que « jamais le patronat n'aura été aussi soutenu et aidé que sous le gouvernement de gauche. Rien ne parviendra à satisfaire le patronat sous un gouvernement de gauche, quelles que soient les concessions consenties. Dépêchons-nous de sécuriser notre propre électorat. Si nous ne pouvons pas échapper à une politique de rigueur, imposons-là d'abord à ceux qui ne nous ont pas élus... Pas d'ai-

de aux entreprises sans contrôle des travailleurs ».

P. Bricq, des banques, explique que « le gouvernement ne doit pas apparaître sur la défensive chaque fois que Gattaz tousse, que Guillaume pleure... S'il vous plaît, camarades du gouvernement, n'anticipez pas sur les réactions de la droite. N'affadissez pas les options de notre parti pour rassurer les forces de droite ».

Pour P. Cadet, de Renault-Billancourt, l'équipe de direction de la Régie Renault a une politique qui se situe « plus à droite qu'avant... Si l'on n'a pas le courage de déboulonner des hommes dans l'administration et dans l'industrie, nous aurons peut-être la volonté de faire une politique de gauche, mais eux ils feront une politique de droite... ».

Si J. B. Bouis (Sécu) reconnaît la validité de la stratégie de « compromis », il ajoute : « Compromis ne veut pas dire compromission. »

Critique Communiste

au sommaire du numéro de juin :

Editorial :

- Mitterrand, les Malouines et l'Afrique
- Reagan, ou la tentative de restaurer une hégémonie contestée

Dossier :

- Nouvelle Calédonie : le mouvement indépendantiste face au projet néo-colonial du gouvernement français
- Des « droits nouveaux » pour le consensus social
- L'après-10 mai du mouvement gai



Au pied du mur la direction abandonne les acquis de classe

DEVANT la crise, il faut savoir s'adapter. Tel est le refrain de la direction confédérale CFDT : à ses yeux, ses opposants sont « des archéos » qui restent accrochés aux plates-formes revendicatives sans savoir saisir ce qui est radicalement nouveau dans la situation. Tout se passe ainsi comme si la CFDT avait vécu, jusqu'au congrès de Brest, sans chercher à donner une réponse à la crise capitaliste.

Pourtant, à la lecture de bon nombre de textes des congrès précédents, il apparaît le contraire : le souci d'une mobilisation sur une base de classe préparant le socialisme autogestionnaire est là, véritable fil rouge traçant pour les militants de la CFDT la continuité de leur combat et leur identité profonde. Tels sont les acquis, si la direction a toujours pris bien soin d'ouvrir la porte à de nécessaires accords avec le patronat : pendant des années, les « ouvertures » de ce genre ont été comprises, par les militants, comme une simple tactique, d'ailleurs accordée au cadre du Programme commun, et la volonté, de la part de la CFDT, de « prendre sa place dans l'union des forces populaires ».

AUJOURD'HUI, Maire et son équipe sont placés au pied du mur : après la victoire électorale de l'an dernier, ils ne peuvent plus se cacher derrière « les mauvaises conditions politiques », comme lors du congrès de Brest, pour justifier l'orientation qu'ils proposent. Le débouché politique dont Maire doutait ? Il s'est réalisé au travers de la défaite de la droite. La volonté de mobilisation ? Elle s'est manifestée dans les entreprises : au cours du premier trimestre de 1982, on a vu un nombre de grèves aussi élevé qu'au premier trimestre de 1977, avant la rupture de l'Union de la gauche.

En revanche, bien sûr, le nombre de chômeurs a augmenté. Mais est-ce là une raison pour justifier une modération des revendications ? On pourrait le penser en écoutant Maire expliquer que « tout n'est pas possible ». Mais, en y regardant de plus près on voit bien que le problème est tout autre : la direction confédérale a reculé, y compris sur des revendications qui, en elles-mêmes, sont des garanties élémentaires pour les travailleurs.

Des reculs évidents...

Pour le maintien de l'emploi, la plate-forme de 1977 prévoyait une revendication immédiate : « Les comités d'entreprise ont la possibilité d'émettre un veto suspensif à tout projet de licenciement collectif jusqu'à ce que le comité local de l'emploi ait donné son avis. » Aujourd'hui, cette revendication a été abandonnée, sous le mauvais prétexte qu'elle amenait à la « cogestion » ; tout simplement elle contredisait la liberté d'embauche des patrons.

Il en est de même pour le contrôle et la stabilité de l'emploi. Citons encore la plate-forme de 1977 : « Le

l'immédiat, les travailleurs intérimaires doivent être embauchés par les entreprises utilisatrices. » Et continuons en ce qui concerne « ces nantis » de la Fonction publique où l'on compte plus de 20 % de hors-statuts : « Toutes les garanties du statut général des fonctionnaires, notamment la titularisation, doivent être assurées à l'ensemble des personnels auxiliaires et hors-statut de la Fonction publique et assimilés. »

Où ont été les campagnes de mobilisation sur ces revendications depuis un an ? La réponse est trop évidente : le texte de la résolution d'orientation préparé pour le congrès de Metz ne parle plus que de « résorber progressivement » ces catégories. Ainsi, le gouvernement n'est pas amené à prendre des décisions fortement impopulaires... parmi les dirigeants du patronat.

... pour s'adapter à la crise

On le voit, la direction confédérale a renié les textes passés de la CFDT.

maire » du gouvernement. On pouvait d'ailleurs lire dans *Syndicalisme hebdo* du 29 octobre 1981 cette louange : « La CFDT se retrouve tout à fait dans les grandes affirmations des grandes orientations de ce plan. » Pourtant, de l'aveu même de ses auteurs, ce projet pour deux ans reposait sur l'hypothèse d'un chômage de 2 millions de salariés...

Il faut donc rappeler les deux priorités présentées en 1977 par la CFDT : « La planification démocratique doit permettre d'amorcer un autre type de développement en ré-orientant la production et en réduisant les inégalités » et « l'objectif de recherche du plein emploi devra être une condition principale des choix économiques et de la planification, tant en ce qui concerne les décisions immédiates et le plan intérimaire que les orientations à plus long terme. »

Et approuvant Rocard et Dreyfus...

Comment prétendre conserver cette orientation de la CFDT et justi-

plans de production de leurs entreprises « en fonction des habituels critères de gestion » ?

... pour ne pas brimer les patrons

Cette direction, au pied du mur, choisit de soutenir une politique tournant le dos à tout le projet de socialisme autogestionnaire défendu précédemment. « La stratégie autogestionnaire », expliquait la plate-forme de 1977, implique un changement radical de l'ensemble de la société. Elle commande la socialisation des principaux moyens de production, d'échange, de communication, etc. Cela signifie que les détenteurs actuels de ces moyens soient expropriés et que les transferts de propriété à la collectivité s'accompagnent d'une modification de la notion même de propriété. En ce sens, la nationalisation ne saurait se confondre avec l'étatisation. Les activités des firmes multinationales doivent être soumises aux orientations démocratiques de l'économie, et leurs opérations financières strictement contrôlées. »

« Quel extrémisme !... », doit aujourd'hui penser Edmond Maire. Il en prenait strictement le contre-pied dans son interview à *la Croix* de septembre 1981 : « Nous croyons qu'il n'est de l'intérêt de personne de vouloir mettre à genoux les deux millions d'employeurs qui existent dans la société française. La perspective dans laquelle est engagé notre pays n'est pas celle d'une suppression de l'initiative, de l'autonomie des entreprises... de l'autorité contrôlée des chefs d'entreprise. Elle est celle d'une régulation des conflits, inévitables, dans une dynamique de redressement qui est l'intérêt de tous. »

Continuité et changement

De l'actualité du socialisme autogestionnaire, nous voici à la gestion de la crise capitaliste sur une base contractuelle de l'austérité. La contradiction est plus forte que jamais pour une direction qui, cependant, n'en est pas à son premier essai.

Souvenons-nous, en 1974, de la révision en baisse de la revendication sur le SMIC, « adaptation » faite pour ne pas gêner une éventuelle élection d'un président de gauche. Souvenons-nous aussi, en 1977, de la déclaration du bureau confédéral soulignant qu'il serait « responsable pour deux » et dénonçant par avance « les surenchères » possibles en cas de victoire électorale en mars 1978. C'est au même moment que le bureau confédéral diffusait cependant cette plate-forme de 1977 où l'on pouvait lire, tout à l'opposé, que « dans ce contexte, la mobilisation des travailleurs devient un enjeu central, un impératif. (...) La CFDT se déterminera en fonction de ses acquis... et non en fonction de l'analyse que font les partis des difficultés de la période. »

A l'époque, bien peu de militants avaient perçu la contradiction : ils avaient reçu la « plate-forme » comme le résumé des positions de la CFDT sur la mobilisation de masse et de classe débouchant sur le socialisme autogestionnaire. Pour eux, mobilisation ne pouvait que signifier lutte contre le patronat. La direction, elle, se préparait à jouer un tout autre rôle en cas de défaite de la droite. Un rôle qu'elle tient maintenant. Et qui met en évidence la façon dont elle tourne le dos aux principes qui ont fait l'identité de la CFDT.

Pierre Rème



Une banderole que la direction ne doit pas apprécier...

recours à l'interim est interdit ; toutes les offres d'emploi doivent être transmises à l'ANPE, seul organisme habilité à effectuer le placement des travailleurs. Dans

Et il est inutile de dresser une liste complète ici. Car, d'après Maire, l'essentiel est de « ne pas nier la crise ».

Celle-ci était-elle réellement « niée » en 1977 ? A la lecture de la plate-forme de cette époque, ce n'est pas évident : il était au contraire expliqué que les acquis théoriques de la CFDT y apportent une réponse. Dans des termes sans équivoque : « La planification démocratique est un des "piliers" du projet socialiste de la CFDT (...) C'est aussi, avec la gauche au pouvoir et une large mobilisation populaire, un des moyens pour sortir de la crise, dans l'intérêt du plus grand nombre. »

Aujourd'hui, la direction de la CFDT a-t-elle « oublié » ces perspectives ? Une chose est sûre : elle s'affirme satisfaite du « plan inté-

fier, aujourd'hui, un plan qui ne prévoit que 50 000 logements au lieu des 500 000 réclamés par le PC il y a un an ? Comment justifier ce plan qui maintient le niveau de chômage et accepte de respecter tous les plans européens de suppressions d'emplois dans le secteur du jouet comme dans celui de la sidérurgie ? Comment, alors que la CFDT prétend lutter contre les ségrégations sexistes, ne pas protester contre l'absence presque complète de crédits pour la construction de crèches ?

La réponse à ces questions va de soi : la direction confédérale se déclare satisfaite pour « soutenir » le gouvernement dans ses efforts pour faire des cadeaux au patronat. Comment, sinon, interpréter le silence de la direction de la CFDT devant « la lettre de mission » par laquelle Dreyfus a donné les pleins pouvoirs aux nouveaux P-DG pour définir les

LA PLATE-FORME DE 1977

La plate-forme de 1977 était un texte résumant « les revendications et les objectifs immédiats », pour se démarquer du Programme commun. La direction confédérale l'a toujours présentée dans la continuité du congrès de 1970, le 35^e Congrès, au cours duquel la CFDT s'est prononcée pour une société socialiste fondée sur l'autogestion, la planification démocratique, la propriété sociale des moyens de production et d'échange.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que cette plate-forme fut totalement terminée pour le conseil de janvier 1978, le même qui débattait du fameux rapport Moreau qui donnait le coup d'envoi du recentrage. Ainsi, tout en rédigeant des articles généraux sur la mobilisation, la direction préparait, plus prosaïquement, la négociation et le compromis.

« Redresser la pente » par « la rigueur et la vérité »

DANS son rapport introductif, E. Maire a développé largement sa conception de la sortie de la crise. Pour lui, « les archéos » sous-estiment les difficultés économiques actuelles dont il refuse de mettre la responsabilité sur le dos des patrons.

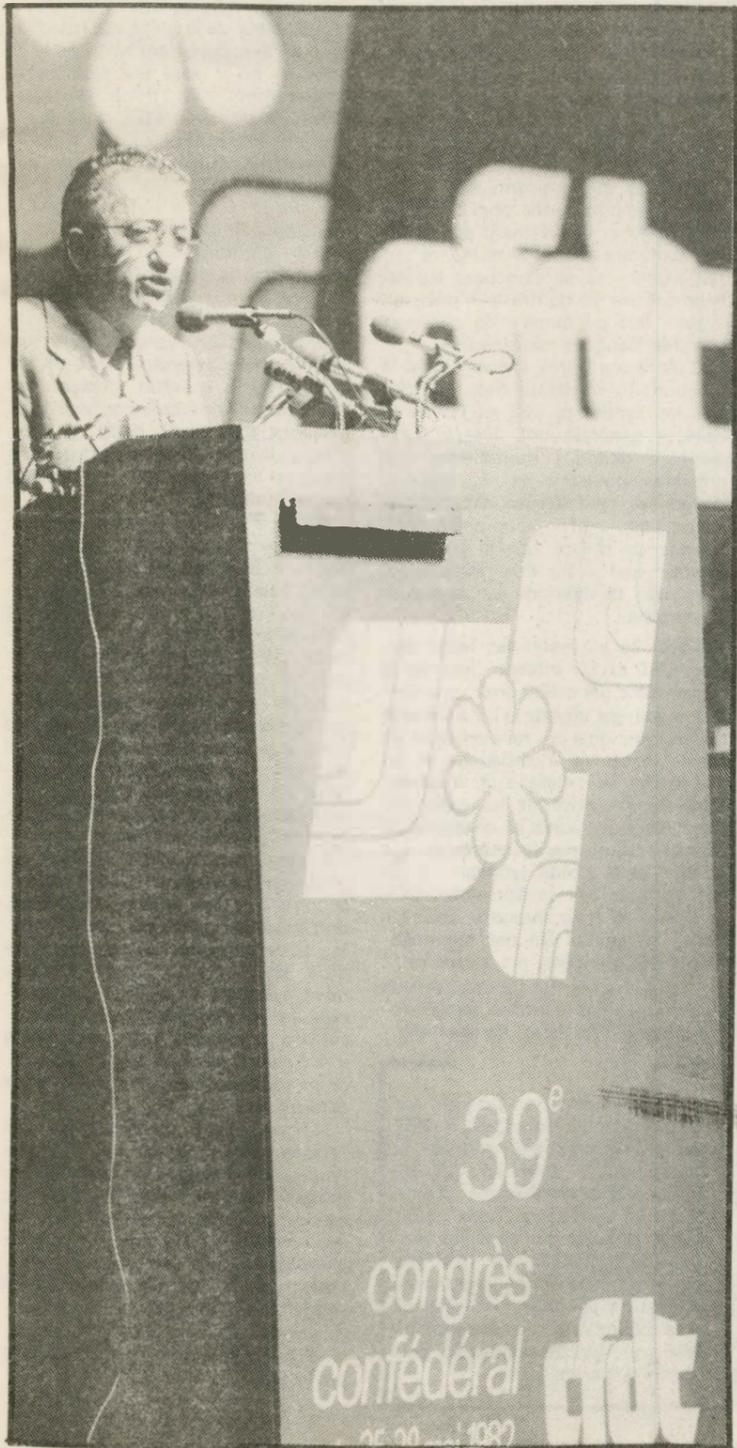
Une fois de plus, E. Maire plaide pour la rigueur, se faisant l'écho direct des propositions de Delors : « Le gouvernement dans son ensemble n'a pas encore osé faire une opération vérité. » « Dans son ensemble » ne figurait pas dans le texte écrit et a été ajouté oralement. C'est une interpellation du gouvernement pour qu'il fasse une autre politique que celle pour laquelle les travailleurs ont voté le 10 mai.

Le secrétaire général annonce que des « choix difficiles vont devoir être faits entre salaire direct et indirect dans la répartition des revenus », comme s'il ne fallait pas dépasser une masse salariale comme le proposent les patrons. Le seul problème que semble oublier Maire, c'est que si le salaire direct baisse, les salai-

res indirects en feront autant automatiquement. Il serait « plus responsable » de mener des luttes et d'interpeller le gouvernement pour qu'il prenne des mesures contre le chômage. L'équilibre financier de l'UNEDIC et de la Sécurité sociale ne s'en porterait que mieux.

Sur l'unité d'action, E. Maire développe une position sectaire : « Notre politique d'action porte la dimension unitaire. » L'unité ne peut donc se faire que sur les propositions de la CFDT. C'est dans ce cadre que le bureau national propose des rencontres bilatérales à chacune des confédérations pour évaluer les possibilités de convergence. Il enregistre la proposition de Krasucki comme un pas positif surtout quand celui-ci déclare : « Tout est négociable ». Les dirigeants cédétistes estiment que la CGT vient petit à petit sur leurs positions politiques. Pour gérer l'austérité, Maire souhaite ne pas être tout seul. Pour « une politique d'effort et de rigueur », l'accord avec la CGT lui paraît tout à fait nécessaire.

A. Nazier



MAIRE REPOND A DELORS :

Oui à l'austérité !

O N ne sortira pas de la crise en faisant payer ceux qui en sont les premières victimes. »

Dès le premier intervenant sur le rapport d'activité, le ton était donné. « Quand Edmond Maire déclare après l'entrevue Mauroy-Gattaz qu'il n'y a pas eu de cadeaux au patronat, il n'est pas compris dans les usines. Il n'est pas l'expression des travailleurs. Il exprime une analyse politique. Il se trompe de tâche. » Daniel Remond (métaux), au nom d'un regroupement de syndicats de Loire-Atlantique, ne mâche pas ses mots : il ne veut pas d'un syndicat d'« experts parisiens » dont les militants seraient des exécutants à la base ; il ne veut pas que Maire, pour aider le PS, oblige les militants à « apprendre les pensées profondes de la confédération en écoutant la radio, la télé, et en lisant les journaux ».

La succession des interventions confirmera cette première impression. Quelques dirigeants régionaux et fédéraux viennent soutenir la direction confédérale : tel Patrice Beghain (SGEN) venant prêcher la cotisation chômage payée par les fonctionnaires. Quelques autres viendront prêcher la voie contractuelle pour essayer de faire évoluer les accords avec le patronat des PME... Mais, pour l'essentiel, les critiques s'accroissent, liant les critiques du fonctionnement à celle de l'orientation confédérale.

Ainsi, au nom d'un regroupement de syndicats de la chimie Rhône-Alpes, Jean-Paul Bourne explique : « Pour la première fois, nous ne voterons pas le quitus. La confédération s'oriente vers un réformisme mêlant le fonctionnement de la CGT et les revendications de FO (...) Il ne s'agit que d'une gestion sociale de la crise... »

Dans le même sens, Alain Pascon, du syndicat national des impôts, rejette les « nouvelles solidarités » : « Peut-on accepter une cotisation chômage pour les fonctionnaires avant une réforme fiscale d'ensemble ? (...) On ne sortira pas de la crise en faisant payer ceux qui en sont les premières victimes. »

Une dynamique de mobilisation

S'appuyant sur l'expérience de lutte de la Caisse d'épargne, Jean-Paul Halgand réaffirme la nécessité de l'indépendance syndicale : « Le gouvernement issu du 10 mai cherche à installer un compromis durable entre mouvement ouvrier et patronat. Mais les patrons ne jouent pas le jeu. Ils pratiquent le sabotage économique pour casser au plus vite le gouvernement de gauche... La CFDT doit impulser une nouvelle dynamique de mobilisation, qui oblige le gouvernement à prendre des mesures radicales qu'il imposera au patronat... Ce n'est pas aux travailleurs de brader leurs acquis. » Il faut l'« unité CFDT-CGT, une unité sur l'essentiel : création d'emplois, les 35 heures sans perte de salaire, le rétrécissement de l'éventail des salaires ».

Au nom des douanes, un autre secteur marqué par la lutte sur l'ordonnance des 39 heures, Gérard Partartre condamne la position confédérale comme l'action du gouvernement. Celui-ci « poursuit la politique de démantèlement que menait Giscard » et « les positions confédérales sont venues renforcer les arguments de l'administration ». Pour lui, il faut tout au contraire prendre



la voie de la mobilisation et de l'unité d'action avec la CGT : « Elle n'est pas seulement notre partenaire de fait ; elle est la seule à avoir des positions de classe et de masse. »

Des éléments d'alternative

Cette volonté de mobilisation de masse a été le fil conducteur de plusieurs interventions qui affirmaient en même temps l'actualité du socialisme autogestionnaire pour sortir de la crise au lieu de la gérer « dans la rigueur ».

Serge Roux, au nom de plusieurs syndicats santé de la région parisienne, interpelle la direction confédérale : « Les patrons s'unissent alors que les syndicats sont divisés. Il faut un plan d'action immédiat en commun avec la CGT... Pourquoi rien sur les 35 heures immédiatement. La crise continue, les patrons refusent d'investir, les caisses se vident, alors on comprend mieux leur volonté d'imposer des sacrifices pour les travailleurs... Oui, E. Maire, les profits mis bout à bout ça ne suffirait pas à satisfaire nos revendications. Mais profitons-en pour faire la vérité sur l'économie, sur les comptes des patrons, sur les réelles disparités entre les riches et la masse des travailleurs. On verra que l'argent existe et pourrait déjà financer des centaines de milliers d'emplois. Nous voulons en effet un autre développement, pour produire pour d'autres besoins. Mettons ces besoins noirs sur blanc et décidons tous ensemble de faire fonctionner l'économie... »

Dans le même sens, Jean-Claude Becquet, militant d'Hacuitex de Roubaix-Tourcoing, dénonçait l'abandon des revendications, et répondait à la confédération : « Nous devons regarder en face les contraintes économiques, mais les regarder avec des lunettes d'un syndicat de classe résolu de tout mettre en œuvre pour faire échec à la volonté patronale. (...) Il faut une mobilisation massive des travailleurs sur les 35 heures sans perte de salaire et embauches correspondantes. Il ne faut jamais cesser

d'être clair vis-à-vis du gouvernement. (...) Il n'appartient pas aux travailleurs de modérer leurs revendications pour aider le gouvernement. Le gouvernement doit savoir quels intérêts il veut favoriser : ceux des patrons qui l'ont combattu ou ceux des travailleurs qui l'ont porté au pouvoir. »

P. Rème
A. Nazier

Un appel de plus de 100 syndicats

Plus de 100 syndicats, tant du privé que du public, appellent de fait à voter contre le quitus dans une déclaration où ils expriment leurs inquiétudes « ou leurs désaccords avec la confédération, sur la signature du protocole du 17 juillet 1981, les accords de branche défavorables aux travailleurs (...), sur la prise de position publique pour la non-compensation salariale et la réduction du temps de travail malgré les décisions de Brest (...) à propos de la remise en cause de l'unité d'action prioritaire avec la CGT, à propos de l'indépendance syndicale qui suppose le maintien et la défense des revendications (...) Cette orientation ne permet pas, dans nos secteurs et entreprises, de faire face à la politique patronale ou aux conséquences des choix gouvernementaux ». Ils veulent « mettre un coup d'arrêt aux remises en cause des acquis de la CFDT », et ils soulignent, « leur volonté de poursuivre le débat sur les revendications et les mobilisations nécessaires pour les faire aboutir (...) et pour la construction du socialisme autogestionnaire. »

SECURITE SOCIALE PARIS

2000 personnes
menacées de mutation forcée

Le gouvernement a confirmé l'éclatement de la Caisse primaire de Sécurité sociale de la région parisienne en sept caisses départementales.

Ce projet, repris du gouvernement précédent, a pour conséquence de disperser les employés aux quatre coins de la région parisienne. Contre ces menaces de mutation arbitraire une mobilisation s'est développée : débrayages, assemblées du personnel, délégations au ministère... Un comité de défense du volontariat a été élu. Cinq employé(e)s de Bercy, l'immeuble le plus « chaud », ont bien voulu répondre aux questions de « Rouge ». Trois d'entre eux sont membres du comité.

Felix Lourson

« On a élu des délégués par service
et constitué un comité »

● Quelles sont les conséquences de cette « départementalisation » ?

Nicole : Auparavant, tous les services intérieurs étaient à Paris sauf un en Seine-Saint-Denis. Maintenant, les gens risquent de se retrouver dans le Val-de-Marne, le 78 ou dans le 95.

Karine : Il y a 6 000 agents. Ils ont tous remplis des demandes pour le choix de leur affectation. Et 2273 personnes ont vu leur demande refusée !

Jean-Marc : Les gens refusent les mutations forcées. Ils revendiquent le volontariat : ils veulent choisir le lieu où ils travaillent.

Annie : Il y a 85 % de femmes dans le personnel, avec souvent les enfants. Elles ont peur de se retrouver avec trois heures de trajet par jour.

● Quelle est la position des syndicats sur ce problème ?

Nicole : Avant le 10 mai, la CGT était contre une « départementalisation à la sauce patronale », mais depuis elle s'y est ralliée. La CFDT, elle, a toujours été pour. FO a toujours proclamé son opposition à cette mesure, mais elle a tout de même signé le protocole d'accord qui met en pratique la départementalisation...

Annie : Et tout ce qui se passe aujourd'hui était déjà prévu dans l'article 7 de ce protocole. avec déjà les critères pour accepter ou refuser une demande...

Jean-Marc : En fait le mouvement syndical a observé une sorte de statu quo. Pendant des mois il n'y a eu aucun tract syndical sur le sujet.

● Comment la mobilisation a-t-elle démarré ?

Karine : Dans un service les gens savaient que la direction avait déjà ses listes prêtes. Beaucoup étaient paniqués. Ils voulaient savoir à quelle sauce ils seraient mangés. Il y a eu des démarches auprès de la direction.

Nicole : Quand les réponses ont été connues, les autres services se sont mobilisés. Il y a eu une assemblée générale de tout l'immeuble avec la participation de tous les syndicats.

● Un « comité de défense du volontariat » a été créé. Dans quel but ?

Nicole : Au cours de cette assemblée, quelqu'un a proposé le comité. Son but était de permettre le contrôle par le personnel de cette mobilisation en train de naître. Ce comité ne s'opposait pas aux organisations syndicales.

Karine : En fait ce comité s'est créé aussi pour rompre un certain isolement entre les services d'un même immeuble, de les coordonner.

Jean-Marc : Il y avait aussi la volonté de contrôler les organisations syndicales.



Karine : Oui, cela traduisait une certaine méfiance, une volonté de jouer un rôle en tant que membres du personnel, de « prendre ses affaires en main » comme on dit à la CGT.

● Comment est-il composé ?

Nicole : Il y a eu des délégués élus par service. Dans le mien par exemple, tout le personnel de l'étage s'est réuni, et on a élu 9 délégués à ce comité. Ce sont des représentants mandatés. Il fallait veiller à ce que ce comité soit composé de gens réellement représentatifs de leur service. Afin que personne ne puisse être accusé de magouille.

Jean-Marc : Cela ne s'est pas fait exactement de la même façon partout. Mais en général c'était les gens les plus combattifs et les plus contestataires des services. Au total trente à quarante personnes.

Nicole : Dans mon service, ce sont des gens de la CFDT, de la CGT, de FO, ou sans appartenance. C'est très varié.

Karine : Le comité se réunit avant les assemblées générales, pour les préparer, et discuter des perspectives. Mais il n'en est encore qu'à son début, à ses premiers balbutiements. C'est encore assez inorganisé, assez informel. Il ne faut pas surestimer la réalité.

● Quels sont ses rapports avec les syndicats ?

Nicole : Le comité traduit une volonté très forte d'avoir un contrôle sur le mouvement et sur les organisations syndicales : les négociations ont eu lieu un vendredi à 17 heures (en plein milieu d'un pont). Malgré cela une quinzaine de délégués du

comité y ont participé avec les syndicats.

Karine : La CGT et la CFDT ne sont pas pour ce comité. Mais elles le tolèrent plus ou moins. Personne n'a fait obstacle à ce que les délégués entrent dans la salle de négociations. Il a acquis une certaine représentativité.

● Votre lutte fait suite à une décision d'un gouvernement issu du 10 mai. Comment les travailleurs réagissent-ils à cette situation ?

Jean-Marc : Ils se sont surtout sensibilisés sur des choses très immédiates, des problèmes qui les touchaient individuellement.

Annie : Oui, mais ils ont tout de suite compris qu'il fallait aller au ministère pour intervenir. Et quand le représentant du ministère leur a dit : « Je ne négocierai pas sous la pression », des gens lui ont répondu : « On a déjà entendu ça avant le 10 mai. » Quelqu'un l'a pris à partie en criant : « Vous êtes un ministre ouvrier, oui ou non ? » Il y a une certaine politisation : les gens interpellent le gouvernement. On a envoyé une lettre à Mitterrand et à Mauroy, adoptée par l'assemblée générale. Et aujourd'hui une délégation est partie en demandant à le rencontrer.

● Et quelles perspectives voyez-vous maintenant ?

Nicole : Il faudrait coordonner les gens des différents immeubles qui ont les mêmes problèmes.

Josette : Il faudrait une assemblée générale de tout le personnel des différents immeubles. Il faudrait aussi une grande manifestation au cabinet de Questiaux.

Les grévistes
de la Société générale
devant
l'Assemblée nationale

S 'IL fallait une preuve de la vitalité de la grève engagée depuis deux mois à la Société générale, la manifestation parisienne du mardi 25 mai en serait une à elle seule. A l'appel de la CFDT et du comité de grève, plus d'un millier de travailleurs ont défilé de la place Edouard-VII, près de l'Opéra, à l'Assemblée nationale, où une délégation a été reçue par les groupes parlementaires PS et PC. « Les cadeaux aux patrons, ça suffit, l'austérité pour les travailleurs, c'est assez ! », criaient les grévistes. Ou encore : « Pas de sanction, pas de révocation, des négociations, le PS et le PC avec les travailleurs ! »

Les représentants des groupes parlementaires PS et PC ont promis de poser des questions écrites ou orales à Delors, dont l'attitude de blocage des revendications est manifeste. La veille au soir, les syndicats SNB (CGC) et CFTC, mais aussi CGT et FO, avaient signé un « constat de négociation » avec la direction. Ce constat ignore les revendications salariales (elles portent sur la grille d'avancement à l'ancienneté et sur les effectifs) qui sont à l'origine de la grève. Le mardi matin, avant la manifestation, on apprenait que Mayoux, l'administrateur général de la banque nationale, annulait les 9 révocations prononcées contre les militants syndicaux et renonçait à toute sanction pour fait de grève.

L A responsabilité du gouvernement dans l'attitude intransigeante de Mayoux à l'égard de grévistes s'est manifestée, depuis des semaines, par l'envoi systématique des flics contre les piquets de grève et les occupations. Le 13 mai, et à plusieurs reprises par la suite, le ministère des Finances faisait savoir que les revendications des travailleurs de la Société générale étaient hors de propos, qu'à ses yeux Mayoux avait déjà lâché trop aux travailleurs en lutte. C'est dans ces conditions que les grévistes de la Société générale ont pris l'initiative de s'adresser directement aux groupes parlementaires PS et PC, et ont fait signer une pétition pour les revendications et contre la répression auprès des personnels de plusieurs grandes banques parisiennes.

C'est aussi après l'annonce de la position du ministère des Finances que les syndicats CGT et FO de la Société générale ont déserté l'assemblée générale quotidienne des grévistes, poursuivi les négociations malgré les neuf otages détenus par les patrons, et affirmé en pleine conférence de presse que la grève ne touche que 5 % des travailleurs, alors que la direction en reconnaît davantage !

Mardi 25 au matin, les responsables CGT et FO étaient revenus à l'assemblée générale : pour expliquer leur signature au bas d'un « constat de négociation » qui revalorise de 90 francs le salaire d'embauche et de 154 francs le salaire à la titularisation. Sur la grille et les effectifs, rien ! Ce que lâche la direction ne rattrape même pas le retard pris sur la BNP et le Crédit lyonnais ! Il fut très difficile aux responsables CGT et FO de se faire entendre, sous les huées de colère. Un des responsables CGT, Manchet, qui s'était réfugié dans un coin, fut reconnu et pris à partie par une centaine de grévistes indignés. En effet, de quel man-

dat pouvaient se prévaloir la CGT et FO pour signer au nom des grévistes, sans même leur demander leur avis ?

Cette question fut d'ailleurs posée au micro par plusieurs délégués CGT qui poursuivent la lutte. L'un d'eux, organisateur de la grève au Trocadéro, d'où le mouvement est parti le 22 mars et où il reste unitairement et massivement suivi, devait déclarer : « Pour la direction CGT, nous sommes des incontrôlables, des suppôts du patronat, quand ce n'est pas des agents de la CSL. Moi, cela fait dix ans que je milite à la CGT et que je travaille à la construire. » Puis il explique comment la décision de signer avec la direction a été prise : « Il y a 30 membres à la commission exécutive. Il y avait 11 présents pour décider. Le quorum n'était pas atteint, mais personne ne s'en est inquiété. » Et en effet, depuis deux mois, de très nombreux adhérents et militants CGT sont dans la lutte, sans pouvoir se faire entendre d'une direction syndicale qui leur répond par des insultes.

Quant à la CFDT Société générale, l'un de ses porte-parole devait déclarer : « Pour refuser cette revendication (des coefficients à l'ancienneté), la direction s'abrite derrière la politique salariale du gouvernement. Et c'est vrai ! De plus en plus, la presse parle d'infléchissement de la politique économique du gouvernement. Mauroy lui-même vient d'appeler à la modération des revenus pour combattre l'inflation. Nous ne sommes pas d'accord avec cette politique. C'est Barre qui voulait modérer les salaires. » Il annonçait aussi que la CFDT appelait les grévistes à se joindre le lendemain à la manifestation unitaire avec ceux de Citroën et concluait : « Cette lutte, notre grève, est partie prenante d'un combat plus large. Comme nous, tous les travailleurs se heurtent aux blocages de leurs revendications salariales. Notre expérience à la Société générale est l'expérience de tous, pour aujourd'hui et pour demain. »

A l'issue de la manifestation vers l'Assemblée nationale, le compte rendu des délégations auprès des groupes parlementaires PS et PC fut ressenti comme un nouveau souffle au mouvement. Et une conviction s'imposait : que l'on gagne ou pas cette fois-ci, il y a un acquis : la revendication d'une grille à l'ancienneté, qui est une revendication nouvelle à la Société générale et dans la profession.

M. T.

Bloqué par la police sur l'esplanade des Invalides, à deux pas de l'Assemblée nationale, la manifestation était en vue de l'ambassade de Pologne. Toute occasion est bonne pour manifester la solidarité avec les travailleurs polonais. En quelques instants, une pétition improvisée exigeant la libération des détenus et la reconnaissance de Solidarité était couverte de signatures, puis portée à l'ambassade.

de travail. Mais aussi pour discuter, donner sa position sur les « projets de restructuration », les choix de productions faits. N'est-ce pas les travailleurs qui sont les mieux placés pour, en liaison avec le reste des salariés, fixer les besoins prioritaires à satisfaire ?

● Mitterrand avait promis l'instauration « d'un grand service unifié, public et laïque ». Pourquoi, en effet, les curés et les patrons auraient-ils le droit d'avoir leurs propres écoles, financées qui plus

est par les fonds publics Il faut l'abrogation des lois anti-laïques et une seule école, l'école publique, et donc la nationalisation sans indemnités ni rachat de toutes les écoles privées.

Une telle école publique serait un point d'appui pour lutter contre les discriminations sociales dans l'enseignement, l'éducation au rabais, « les voies de garage » précoces. Mais, une fois encore, le gouvernement préfère aller en arrière.

ROMPRE AVEC LE CAPITALISME

C'EST au moment où des députés réactionnaires demandent sa démission et celle du Premier ministre que Mitterrand lance des appels à « l'unité nationale ». L'unité avec Chirac et Giscard qui n'attendent que leur revanche ? L'unité avec le CNPF qui empoche l'argent mais continue à licencier et à faire la grève des investissements pour ensuite accuser le gouvernement d'amener l'économie à la catastrophe ?

On parle aujourd'hui beaucoup de « consensus social ». Mitterrand entend-il cela lorsqu'il parle « d'unité nationale » ? Bref, l'unité entre les patrons et les ouvriers. A ce jeu-là, chaque fois ce sont les travailleurs qui perdent. L'année qui vient de s'écouler le prouve encore. Si les patrons ne paient pas, ce sont les salariés qui doivent ouvrir leur bourse. Si les patrons ont le droit de licencier, ce sont les travailleurs qui sont au chômage.

Entre les deux, il faut choisir et le juste milieu n'illusionne qu'un instant. Surtout dans une période de crise internationale dans laquelle les patrons ne sont pas prêts à laisser quelques miettes, quelques réformes, mais ont comme seul souci de faire payer les pots qu'ils ont cassés à la classe ouvrière et aux couches populaires.

● Comment mener le changement si l'on respecte les institutions qui ont été forgées pour la droite et que l'on dit amen à chaque décision du Conseil constitutionnel qui est exclusivement composé d'hommes liges de l'ancien régime.

Comment mener le changement si on garde en place les hauts fonctionnaires, les grands commis du capital qui depuis 23 ans ont été placés dans la haute administration ?

Comment mener le changement si l'on accepte les pressions de la hiérarchie policière ou militaire ?

Il est illusoire de croire que ceux qui ont, pendant 23 ans, servi les intérêts des possédants vont maintenant être attentifs aux besoins et aux revendications des travailleurs.

● Se donner les moyens d'une politique au service des travailleurs, c'est ne pas hésiter à se heurter aux patrons. La crise est la crise internationale du capitalisme. Sortir de la crise, c'est sortir du capitalisme.

Comment accorder satisfaction aux travailleurs de Bella qui depuis des mois luttent pour leur emploi si l'on ne met pas l'entreprise sous le contrôle des pouvoirs publics ? Comment empêcher la fermeture d'une entreprise comme Elastelle au Puy (textile) si elle n'est pas intégrée dans le cadre du secteur nationalisé comme filiale de Rhône-Poulenc qui lui fournit les matières premières ?

Au lieu de donner des milliards aux patrons licencieurs du textile, il faut réaliser un office national du textile nationalisé : ce serait le moyen d'assurer le plein emploi et de définir une production adaptée aux besoins des travailleurs.

Et que dire de Citroën ? Le problème de l'intervention gouvernementale se pose. A cause des méthodes de répression, mais aussi à cause de l'origine de cette entreprise, associée au groupe Peugeot grâce à des milliards de fonds publics donnés par Giscard. La nationalisation de Citroën et de tout le groupe Peugeot aurait dû être mise à l'ordre du jour. Les méthodes de ce patronat n'en soulignent que plus l'urgence.

Avant le 10 mai, le PS parlait de « rupture avec le capitalisme ». Pour s'en donner les moyens, il n'y a d'autre solution que nationaliser sans indemnités ni rachat les secteurs clés, exproprier le gros patronat.

● Mitterrand va recevoir Reagan comme un allié. Mais comment peut-on être allié avec le bourreau des peuples et le fauteur de guerre quand l'on se dit socialiste ? Il faut dire que Mitterrand soutient pleinement la politique militaire des USA dont il est un des plus chauds partisans de l'installation des fusées en Europe. Qu'il se retrouve avec Reagan et les autres dirigeants des puissances impérialistes aux côtés de Thatcher dans sa sale guerre contre l'Argentine.

Cela pèse plus lourd dans la balance que les déclarations de Mexico sur le

Salvador et une dérisoire vente d'armes au Nicaragua !

Rompre avec le Pacte atlantique, accorder le droit à l'autodétermination des dernières colonies françaises, les DOM et les TOM, voilà ce que devrait être le premier geste d'un gouvernement qui se réclame des intérêts des travailleurs et de la lutte des peuples opprimés.

Aujourd'hui, la classe ouvrière, ceux qui veulent le changement sont majoritaires dans ce pays. Pour le réaliser, ils ont donné le pouvoir au PC et au PS. Mais le gouvernement qu'ont mis sur pied ces partis ne cherche qu'à s'entendre avec le patronat, leur politique ne va pas dans le sens des intérêts des travailleurs.

Nous, la LCR, avec nos forces, combattons pour que le changement devienne une réalité, et pour cela il faut gouverner contre les capitalistes. Et chaque mois qui passe montre que malgré les aspirations de millions de travailleurs, PC et PS persèverent dans la voie contraire. Alors, oui, pour toutes et pour tous, il faut qu'enfin dans ce pays se dresse un parti pour mener ce combat. Il en va du succès du changement.

La LCR n'a d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Elle a comme drapeau l'unité ouvrière, la solidarité internationale tant avec les peuples d'Amérique centrale qui subissent le joug impérialiste, qu'avec ceux d'Europe de l'Est, de Pologne, qui subissent le joug des bureaucraties stalinien.

Rejoindre la LCR, c'est œuvrer au rassemblement de tous ceux qui combattent dans ce sens, pour se débarrasser de l'exploitation capitaliste.



Supplément à ROUGE n°1018

Déclaration du comité central de la Ligue communiste révolutionnaire



CHANGER DE CAP

Mettre les intérêts des travailleurs à la barre



Un an après le 10 mai, les principaux problèmes que les travailleurs rencontraient sous Giscard subsistent : hausse des prix, chômage, financement du « trou » de la Sécurité sociale. Malgré leur défaite électorale de mai-juin 1981, la droite et le patronat ont toujours les moyens de s'opposer au changement. Pire, depuis les cantonales, ils relèvent la tête et descendent dans la rue.

Ce n'est pas la faute des travailleurs. Au contraire, dans les entreprises, ils font preuve d'une combativité que l'on n'avait pas vu depuis de nombreuses années. Ce qui est en cause, c'est la politique du gouvernement. Les

travailleurs n'ont pas élu Mitterrand et une majorité PS-PC à l'Assemblée pour qu'ils cèdent aux pressions des patrons et ne satisfassent pas les revendications ouvrières. Comment s'étonner que la droite, dans ces conditions, relève la tête ?

C'est pourquoi, avec des milliers d'autres travailleurs, les militants de la LCR disent : pour le changement, il faut une autre politique. Il faut l'unité et la mobilisation pour les revendications, contre le patronat et la droite. Il faut gouverner contre les capitalistes et non sous leur pression.

LA DROITE MENACE ET DESCEND DANS LA RUE

LA droite veut sa revanche. Qui pourrait s'en étonner ? Ce qui est plus inquiétant, c'est la liberté de manœuvre que lui concède la gauche.

Alors que les patrons continuent de licencier et reçoivent du gouvernement des dizaines de milliards, les principales revendications ouvrières n'ont pas été satisfaites ; ni les 35 heures sans perte de salaire et des avantages acquis, ni la revalorisation substantielle du SMIC, ni l'échelle mobile, des salaires...

Alors que la droite multiplie les démonstrations de rue — de la manifesta-

tion paysanne organisée par la FNSEA jusqu'aux manifestations sur « la sécurité » où les dirigeants du RPR se retrouvent au coude à coude avec des fascistes notoires, en passant par le rassemblement des 100 000 « défenseurs » de l'école cléricale et patronale — depuis le 10 mai, pas une seule grande manifestation unitaire n'a été organisée par les partis et syndicats ouvriers. La seule initiative a été celle du Comité national d'action laïque.

Tandis que Citroën fait parader ses nervis de la « Confédération syndicale li-

bre », Defferre se vante au Parlement d'avoir fait évacuer des usines occupées par les grévistes !

Des dirigeants réactionnaires multiplient les déclarations sur « l'illégitimité » du régime, réclament la démission de ministres, voire le départ de Mitterrand. Les dirigeants de la gauche en appellent à « l'unité nationale » et au « consensus » social !

Les élections cantonales ont montré à quoi conduit une telle politique : à l'échec.

Le PS et le PC n'ont pas répondu aux espoirs qu'avaient placés en eux les travailleurs. La droite revancharde n'a fait que récolter les fruits de cette politique. Son projet, c'est de rééditer aux municipales son succès des cantonales. Si elle le réalise, elle lancera alors des attaques de front, pour se débarrasser de ce gouvernement et, au-delà, préparer une offensive sans précédent contre les travailleurs.

Aujourd'hui, par ses déclarations, ses manifestations de rue, elle prépare le terrain. Car, pour l'instant, elle sent bien qu'aller plus loin risquerait d'entraîner une riposte vigoureuse des travailleurs.

LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

DANS les entreprises, la volonté de lutter s'affirme. Dès septembre 1981, de nombreux travailleurs ne supportent pas que tout conti-

nue comme avant le 10 mai. Les premières grèves ont lieu à Renault-Sandouville, à Renault-Billancourt, à la SNCF, dans les banques. Leur ténacité

montre que le rapport de forces a évolué depuis le 10 mai.

Mais début 1982 se produit réellement le premier tournant. A propos des 39 heures, les patrons veulent remettre en cause une série d'acquis élémentaires. Les grèves se répandent dans de nombreuses entreprises du privé, en particulier de la métallurgie. Depuis quatre ans, on n'avait pas vu — d'après les statistiques officielles — un mouvement d'une telle ampleur.

Ce qui frappe, c'est la massivité de ces grèves et la volonté unitaire des travailleurs. La lame de fond apparaît tellement profonde que beaucoup de patrons cèdent rapidement. Mitterrand est obligé d'intervenir directement pour expliquer que la réduction à 39 heures doit se faire sans réduction de salaire.

Face aux résultats obtenus, cette première vague s'arrête ; mais de nombreux conflits se poursuivent. Puis ce sont les caristes et les OS de Flins qui prennent le relais. L'épreuve de force engagée par les travailleurs de Citroën montre bien toute l'ampleur de cette combativité.

D'autant que, durant toute cette période, on a vu se développer dans de petites entreprises menacées des luttes longues et dures sur l'emploi. Les occupations se sont multipliées.



de commerce est vraiment « un outil de travail », on ne pouvait raisonner ainsi pour une société qui possédait plusieurs chaînes de supermarchés.

Mais la droite et le CNPF ont élevé la voix. Résultat, d'après les dires mêmes de Gattaz, l'impôt sur la fortune ne coûtera qu'un milliard aux entreprises.

La chose est d'autant plus scandaleuse quand l'on sait que, entre 1950 et 1980, l'écart entre les riches et les plus défavorisés a été multiplié par deux (de 1 à 15 à 1 à 30). Que la fraude fiscale est estimée à 90 milliards. Et ce ne sont pas les salariés qui fraudent. Par contre, ils risquent de trinquer si le gouvernement poursuit la même politique : impôt chômage pour les fonctionnaires, augmentation de la TVA qui touche indistinctement les gros et petits revenus.

● UNE AUTRE LOGIQUE

Les problèmes d'argent sont aussi les conséquences de choix politiques. Les dépenses militaires continuent comme sous Giscard. Le sous-marin nucléaire qui vient d'être décidé coûtera 10 milliards environ.

L'UNEDIC (caisse chômage) aura un trou de 35 à 40 milliards d'ici début 1983.

Pour le combler, le gouvernement envisage, en plus de l'impôt chômage pour les fonctionnaires, de diminuer l'allocation pour les chômeurs « les plus favorisés » et de renforcer le contrôle sur « les faux » chômeurs. Guerre au chômage ou aux chômeurs ?

Mais il n'envisage pas un instant de raisonner autrement. Pourtant, s'il y avait 800 000 chômeurs en moins, le « trou » de l'UNEDIC disparaîtrait. De même que celui de la Sécurité sociale, malgré les formes de pillages que les patrons peuvent y faire.



NATIONALISER AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

EN octobre 1980, Mitterrand déclarait : « Un discours gauche ne suffit pas. Sans une force d'entraînement capable de résister au capitalisme multinational, nous serions soumis à la volonté des oligarchies dominantes. Il s'agit donc de garantir notre liberté de décision grâce au plan et à un secteur d'économie publique qui en sera le fer de lance à tous les niveaux... »

Tels qu'ils étaient prévus, les projets de nationalisation offraient à la majorité PS-PC un outil non négligeable : 50 % de l'investissement industriel, 80 % du chiffre d'affaires réalisé par les gros monopoles, un quart de la population industrielle. Ce n'était pas le socialisme, mais c'était trop pour les patrons. Le gouvernement a donc multiplié les reculs.

Indemnisation des gros actionnaires, nomination de P-DG issus pour la plupart du CNPF, filiales laissées au privé et enfin « l'autonomie de gestion » que Dreyfus, ministre de l'Industrie, définit ainsi : « Rechercher d'abord l'efficacité économique par une amélioration continue de la compétitivité... Les critères habituels de gestion des entreprises s'appliqueront intégralement. » A quoi bon nationaliser si c'est pour gérer comme les capitalistes ?

● UNE AUTRE LOGIQUE EST POURTANT POSSIBLE

Centraliser les secteurs nationalisés afin d'en faire l'instrument d'une politique guidée non « par les critères habituels de gestion », c'est-à-dire la recherche du profit, mais par la satisfaction des besoins sociaux.

Pourquoi à la Thomson-CSF, nationalisée, maintenir un secteur d'armement qui représente environ 50 % de la production, alors que seulement 10 % est consacré au secteur médical et qu'il semble que c'est justement dans ce secteur que le nouveau P-DG veut licencier ? Mieux vaudrait, à l'évidence, donner toute sa place à l'électronique à usage médical, aux scanners comme aux équipements pour les dispensaires de quartier.

Dans la sidérurgie, les nouveaux P-DG s'apprennent à licencier, tout comme sous Giscard. Motif invoqué : la chute de la demande de l'acier dans le bâtiment qui, à lui seul, consomme 30 % de l'acier produit. Pourtant, le PS expliquait « que 21 % des foyers vivent dans des logements surpeuplés » et que « 16 millions de personnes ne bénéficient pas

d'équipement minimal ». Dans les 131 propositions de Marchais, le PC revendiquait la construction de 500 000 logements par an.

Le plan « intérimaire » pour deux ans élaboré par Rocard ne prévoit que la construction de 50 000 logements. Ni les sidérurgistes ni les travailleurs n'y trouveront leur compte. Par contre, les patrons que n'intéressent pas les équipements collectifs et les logements « sociaux » (les mises en chantier ont chuté de 13 % fin 1981) n'auront rien à redire !



● Mettre en œuvre une telle politique, c'est non seulement refuser de donner « l'autonomie de gestion » aux nouveaux P-DG, mais élaborer un plan. Non un plan qui, comme celui de Rocard, table sur le maintien du même taux de chômage durant les deux ans, mais un plan qui se donne comme objectif de satisfaire les besoins sociaux prioritaires. Par la nationalisation des banques, le gouvernement peut, en théorie, contrôler la majorité du crédit. Au lieu de distribuer à l'aveuglette de l'argent aux patrons, il pourrait s'appuyer sur le secteur nationalisé, le contrôle du crédit pour impulser « une relance » en fonction de choix sociaux et politiques et non de la logique aveugle du profit. Encore faudrait-il ne pas laisser à nouveau « l'autonomie de gestion » aux banques nationalisées, mais mettre en place une banque unique pour avoir ce contrôle efficace de l'économie.

Pour une telle politique, le développement du contrôle ouvrier est indispensable. Pas seulement pour pouvoir refuser, opposer leur droit de veto face aux menaces que pourraient faire peser ces nouveaux P-DG, qui cotent encore au CNPF, sur les conditions

LUTTER REELLEMENT CONTRE LE CHOMAGE

LES deux millions de chômeurs sont toujours là. Le gouvernement vient de rendre public le bilan des « contrats de solidarité » signés avec les entreprises : 17 000 emplois créés. Une goutte d'eau. Mais qui coûte cher, car ces contrats s'accompagnent de cadeaux aux patrons sous diverses formes (dispenses de paiement des cotisations à la Sécurité sociale, subventions directes parfois...). La note s'élèvera à plusieurs milliards.

Par contre, Mauroy a annoncé à Gattaz, président du CNPF, qu'il n'y aurait pas de réduction légale du temps de travail jusqu'en 1984. Comment, dans ces conditions, arriver aux 35 heures en 1985 ?

Pour lutter contre le chômage, le gouvernement veut s'en remettre... à la bonne volonté du patronat pour investir et créer des emplois. Comme si les patrons n'avaient pas déjà fait leurs preuves. En attendant, ils vont empocher des milliards pendant que les études officielles prévoient une baisse de 7 % des investissements productifs pour 1982.

Faire des cadeaux aux patrons pour qu'ils « relancent » l'économie est un bien piètre réalisme. Cet argent, ils peuvent spéculer dessus, ou tout simplement l'envoyer en Suisse. En 1981, les petites entreprises n'ont investi que 50 % de leurs profits ; les grosses 60 %.

Ensuite, rien ne prouve que cet argent, même investi, sera créateur d'emplois : il peut servir à « rationaliser » les entreprises. Fin 1981, le secteur des biens de consommation a connu une certaine relance, mais aussi la plus grosse chute d'effectifs (- 5,3 %).

Enfin, le patronat, s'il investit, le fera en fonction de la recherche du profit. Pourquoi d'ailleurs, dans une situation de crise internationale, les patrons feraient-ils des cadeaux au gouvernement ?

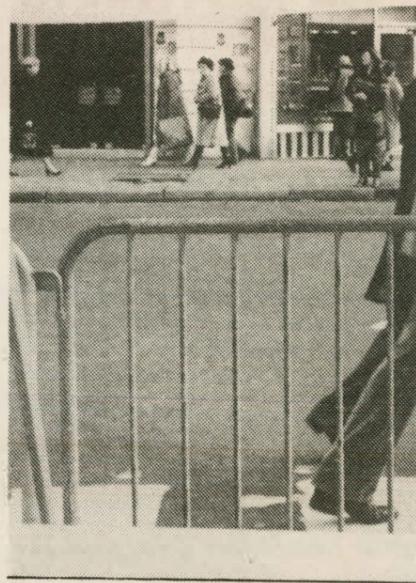
Le bon sens, ce n'est pas de faire confiance aux patrons pour lutter contre le chômage, mais de prendre les mesures qui s'imposent.

● DROIT DE VETO POUR LES TRAVAILLEURS SUR LES LICENCIEMENTS !

C'est ce que proposaient le PS et le PC avant d'être au gouvernement. Depuis le 10 mai, 350 000 travailleurs ont été licenciés...

● 35 HEURES, TOUT DE SUITE SANS CONTREPARTIES NI PERTE DE SALAIRE !

Une loi s'appuyant sur la mobilisation populaire pour chiffrer les embauches, contrôler s'il n'y a pas augmentation des cadences, permettrait de résorber le chômage. Et, de plus, elle permettrait de faire disparaître toutes les formes de travail — travail précaire, temps partiel — que veut développer le patronat.



PRENDRE L'ARGENT OU IL EST

AVANT les derniers 11 milliards que vient de distribuer Mauroy au patronat sur la taxe professionnelle, le gouvernement avait augmenté de 50 % l'aide aux entreprises par rapport à Giscard. 40 milliards d'indemnisation ont été donnés aux gros actionnaires pour les nationalisations, les patrons doivent des milliards à la Sécurité sociale.

Le déficit budgétaire sera cette année d'environ 80 milliards. Il suffit de comparer les chiffres pour savoir de quel côté passe l'argent !

● OUVRIR LES LIVRES DE COMPTES

Le patronat crie famine ? Alors qu'il ouvre les livres de comptes pour que tout le monde y voit clair ! Que soit levé le secret sur les fortunes et les opérations financières. La création, à partir des banques déjà nationalisées, d'une banque unique avec compte unique

pour chaque entreprise permettrait de contrôler le mouvement des capitaux.

La chose est d'autant plus urgente que bien des chiffres déjà connus montrent que les patrons mentent. Le poids des charges sociales ? La France arrive au 11^e rang (sur 23) des pays industrialisés en ce qui concerne le poids des impôts sur les bénéfices, la main-d'œuvre et les salaires. Après le Japon, les USA, au même niveau que la RFA.

Les profits ? En 1981, ils avaient baissé de 1 % au premier trimestre, mais ont augmenté de 6,2 % au deuxième et de 6,3 % au quatrième.

● UN VERITABLE IMPOT SUR LA FORTUNE ET LE CAPITAL

Fabius, ministre du Budget, avait, en son temps, expliqué que s'il n'était pas juste de créer un impôt supplémentaire pour un petit commerçant dont le fonds

Contre la droite et le patronat Pour le changement UNITE - MOBILISATION

CONTRE LA DIVISION QUELLE UNITE ?

C'EST malgré la division qui faisait rage entre le PC et le PS, entre les directions syndicales, que Giscard a été battu. Le PS et le PC, accompagnés de ministres bourgeois comme Jobert, qui n'ont rien à voir avec les travailleurs, se sont retrouvés ensemble au gouvernement. Mais dans les entreprises, dans la rue, la division a encore continué. Cela ne peut que faire le jeu de la droite.

Le PS en appelle à l'unité. Les direc-

tions du PC et de la CGT, après un tournant spectaculaire, deviennent eux aussi « unitaires ». Mais, nous, qui depuis des années combattons pour l'unité ouvrière, sommes en droit de demander : quelle unité ? et pour quoi faire ?

Depuis un an, le PS et le PC sont unis au gouvernement, mais leur politique consiste à multiplier les concessions au patronat et à la droite. Ils sentent que cette politique commence à semer l'inquiétude chez les travailleurs, qu'explo-

sent des luttes qu'ils maîtrisent mal et que, par ailleurs, la droite relève la tête. Les directions réformistes commencent à se rendre compte que la désyndicalisation et la division ont pris de telles proportions qu'elles affaiblissent le contrôle des syndicats sur une classe ouvrière dont la combativité augmente et qui n'est pas prête à accepter sans broncher une politique d'austérité.

Voilà le sens de l'unité bureaucratique au sommet et en soutien à la politique du gouvernement qu'ils proposent. Et nous disons clairement aux travailleurs que ce n'est pas de cette unité-là que nous voulons. L'unité pour laquelle nous nous battons, c'est l'unité d'action, la mobilisation autour des revendications contre le patronat et la droite. C'est l'unité qu'ont bien souvent imposée les travailleurs dans les luttes.

IMPOSER L'UNITE OUVRIERE

MAIS ce n'est pas parce que les bureaucrates commencent à manoeuvrer au nom de l'unité que nous allons abandonner notre bataille. Au contraire, les militants de la LCR resteront les partisans de l'unité d'action jusqu'au bout pour la défense des revendications. Car cette unité-là va dans le sens des intérêts de la classe ouvrière.

Quand Jospin, Marchais et Krasucki parlent d'unité, nous disons oui ! Mais pas seulement le jour du 1^{er} Mai ; quotidiennement dans les entreprises, une unité d'action permanente ! Que partout se réunissent les sections syndicales pour, avec l'ensemble des travailleurs, élaborer des cahiers de revendications et les imposer aux patrons.

Séguy, à la tribune du 40^e Congrès de la CGT, avait fait la proposition de comités d'unité d'action. Pourquoi ne pas les réaliser, non seulement au sommet mais à la base dans les entreprises, avec l'ensemble des travailleurs syndiqués ou

non syndiqués, en les faisant participer activement aux débats inévitables qui existent entre les directions ?

Pourquoi ne pas engager aussi dès aujourd'hui le débat sur la perspective d'une unification du mouvement syndical et des garanties de fonctionnement démocratique qui le rendraient viable ? Face au syndicat des patrons, le CNPF, les travailleurs trouveraient leur compte de se retrouver dans un seul syndicat. Gageons qu'alors le nombre de syndiqués ne resterait pas aussi faible !

Le PC expliquait encore, il y a quelques années, qu'une des grandes faiblesses du Front populaire de 1936, c'était l'absence de comités d'action à la base. Beaucoup de dirigeants du PS ont aussi déclaré la même chose. Alors, pourquoi ne pas impulser des comités d'action dans les entreprises, les localités, qui réunissent l'ensemble des travailleurs, syndiqués, membres d'un parti

politique ou non organisés. Ce serait là un pas en avant dans la « mobilisation populaire ».

Devant les travailleurs ainsi mobilisés dans l'unité, le PS et le PC pourraient à loisir défendre leur politique et celle du gouvernement. Il peut y avoir des divergences importantes sur les revendications, les formes de lutte, l'attitude à avoir vis-à-vis du gouvernement Mauroy. C'est aux travailleurs de trancher dans les assemblées générales. Chacun est libre ensuite de continuer à défendre ses propositions. Cette démocratie ouvrière ne nous fait pas peur. L'expérience montre qu'il est plus facile aux dirigeants syndicaux d'accepter les 39 heures avec perte de salaire dans une négociation sans témoin avec les patrons, que devant une assemblée générale de travailleurs !

A Renault-Flins, face aux atterrissements et divisions des organisations syndicales, c'est un comité de grève qui a imposé l'unité. Ouvert aux syndiqués comme aux non-syndiqués, il a non seulement réussi à faire sauter le verrou de la division syndicale, mais a permis aux grévistes de contrôler leurs luttes et de faire reculer la direction. Car la division, c'est une arme pour ceux qui veulent réviser en baisse les revendications.



LES TRAVAILLEURS VEULENT UNE AUTRE POLITIQUE

La mobilisation des travailleurs s'affirme donc ; elle est d'autant plus remarquable qu'elle se développe dans un climat de division syndicale épouvantable. Si ces luttes ont encore un aspect diversifié, tout montre qu'il ne s'agit que des premiers signes d'une puissante montée ouvrière et que les grands combats de classe sont devant nous.

Le PS et le PC en appellent souvent « au soutien populaire », se plaignent que de nombreux travailleurs aient traîné des pieds pour se rendre aux urnes lors des cantonales. Ils devraient pourtant se rendre compte que, si la mobilisation se développe, c'est pour imposer les revendications, un changement qui ne va pas assez vite.

A propos des 39 heures, les grèves étaient, certes, dirigées contre les patrons qui remettaient en cause des avantages acquis. Mais on ne peut oublier que l'ordonnance sur le temps de travail, elle, laissait la porte ouverte à de telles attaques. Les travailleurs de Renault sont bien obligés de s'apercevoir qu'ils ont lutté durement dans une entreprise nationalisée, dont la direction dépend du gouvernement. Le même gouvernement qui, par ailleurs, se garde bien de dissoudre le syndicat-milice patronale auquel se heurtent les OS de Citroën.

Ceux de Bella (Perpignan) et d'Elastelle (Le Puy) qui depuis des mois refusent de voir leur entreprise liquidée ont dû multiplier les démarches auprès des dé-

putés et des ministres pour n'obtenir que des sursis temporaires.

Lors du rassemblement du CNAL, ce sont des dizaines de milliers de participants qui, alors que le Premier ministre faisait son discours, ont rappelé qu'ils voulaient « l'abrogation des lois anti-laïques » et « une seule école, l'école publique ».

On pourrait continuer la liste. **C'est contre les patrons que les travailleurs se mobilisent. Mais ils sont de plus en plus nombreux à se dire que ceux qu'ils ont élu en mai-juin 1981 laissent un peu trop traîner les choses, ont l'oreille ouverte aux exigences du CNPF, mais moins à leurs revendications.**

● Pour la LCR, le bilan de la politique du gouvernement est clair. Certes, il a pris des mesures qui n'ont pas plu à la droite et au patronat : abolition de la peine de mort, nationalisations, relèvement limité du SMIC et des allocations familiales. C'est la moindre des choses pour un gouvernement élu par les travailleurs.

Mais il a reculé devant la pression des patrons : sur les nationalisations, sur l'impôt sur la fortune. Il a augmenté de 1 % la part des salariés pour la Sécurité sociale et, aux travers des ordonnances sur le temps de travail, codifié les contreparties que demandaient les patrons.

La politique que suit le gouvernement depuis les municipales devrait ouvrir les yeux de ceux qui doutaient du bien-fondé de nos critiques. Il annonce au CNPF qu'il n'y aura plus de réduction de temps de travail jusqu'en 1984 en même temps

qu'il offre de nouveaux milliards aux patrons. Parce qu'il ne veut pas prendre dans la poche des patrons, il commence à lorgner vers la bourse des travailleurs pour financer les caisses de chômage, la Sécurité sociale ; ou en augmentant la TVA.

Hernu avait déjà courbé l'échine devant la hiérarchie militaire sur les six mois et les libertés démocratiques dans les casernes. Après les municipales, c'est Defferre qui a suivi la pression de la hiérarchie policière sur la sécurité et avec lui le gouvernement. La loi Peyrefitte n'est pas encore abrogée, mais on parle de reconduire aux frontières les immigrés dont la situation n'a pas été régularisée, et ils sont des dizaines de milliers.

Avant les cantonales, le PCF déclarait : « Il faut accélérer le changement. » Aujourd'hui, alors que le mécontentement s'accroît et s'exprime, le PCF, par la bouche de Marchais, déclare : « ni pause, ni accélération » et, aux travailleurs qui s'impatientent, il prêche le réalisme. L'unité que prône la direction du PCF et de la CGT, c'est l'unité pour soutenir la politique actuelle du gouvernement qui ne va pas dans le sens de ceux qui, en mai-juin 1981 ont chassé la droite.

Voilà pourquoi nous disons : il faut changer de cap ! mettre à la barre une politique au service des travailleurs !

Gouverner contre les capitalistes et non sous leur pression, voilà ce que propose la LCR. Une telle politique ne peut que s'appuyer sur la mobilisation unitaire de la classe ouvrière et des couches populaires contre le patronat et la droite, pour les revendications.

Mais, au vu d'un an de bilan, cette politique, ce sera aux travailleurs mobilisés, pas seulement dans les urnes mais dans les entreprises et la rue à l'imposer.

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DONNE LA MAJORITE AU PS ET AU PC POUR QU'ILS CEDENT DEVANT LES PATRONS ET LA DROITE

NOUS, militants de la LCR, critiquons la politique de ce gouvernement et ne lui apportons pas notre soutien.

Mais nous disons aussi aux militants du PS et du PC, aux travailleurs qu'influencent ces partis et à tous les autres : aucun préalable à l'unité d'action pour le soutien aux revendications.

Nous sommes prêts à participer loyalement à toute initiative qui va dans ce sens, tout en continuant à défendre nos idées, notre programme. Ce sont d'ailleurs généralement les militants de la LCR qui sont en première ligne pour proposer cette unité d'action aux militants de base comme à leur direction.

De très nombreuses entreprises en lutte ont envoyé des délégations auprès des députés du PS et du PC, auprès des ministres pour faire entendre leurs revendications ? Combien de fois n'a-t-on pas entendu des travailleurs, des militants du PS et du PC s'écrier : « On ne vous pas élus pour ça. »

C'est avec ces travailleurs que les militants de la LCR s'adressent au gouvernement, à la majorité PS-PC : « Il faut changer de cap, s'attaquer aux patrons et à la droite ! Vous avez les pleins pouvoirs à l'Assemblée nationale et à la Présidence de la République, servez-vous-en pour satisfaire les revendications. »



contrôler les prix à la consommation ? Qui donc mieux que les consommateurs, organisés en associations ou en comités, peut contrôler les prix à la consommation ?

● L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

Sous prétexte de juguler l'inflation, Delors propose « une politique des revenus » qui ressemble fort à la police des salaires qu'il a déjà essayé d'imposer... lorsqu'il était ministre de Chaban-Delmas.

Ce qu'il faut lui opposer, c'est l'échelle mobile des salaires, l'indexation automatique des salaires sur l'augmentation du coût de la vie, calculé en fonction d'un indice qui reflète réellement la hausse des prix.

● AUGMENTATION DU SMIC

Juste après son élection, Mitterrand a augmenté de 10 % le SMIC. C'est toujours bon à prendre (il faut pourtant rappeler que, en contrepartie, les patrons ont eu le droit de réduire en conséquence leurs cotisations à la Sécurité sociale).

Mais, surtout, avant le 10 mai, la CGT et la CFDT réclamaient une augmentation de 30 % pour rattraper la perte subie depuis 1968. On est donc loin du compte.



GOUVERNER CONTRE LES PATRONS

CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

EN mars, la hausse des prix a été de 1,2 %. La plus forte hausse depuis six mois. Au moment même où la campagne Delors « contre la hausse » s'achève. Tout un bilan !

De février 1981 à février 1982, le coût de la vie a augmenté de 13,9 %. Le pouvoir d'achat du salaire ouvrier a progressé de 1,1 % ; celui des fonctionnaires a baissé de 0,9 %. Seul le SMIC, grâce aux mesures prises par Mitterrand, a connu une hausse de 10 %.

Tous ces pourcentages sont calculés à partir de l'indice officiel (INSEE) hérité de Giscard qui sous-évalue largement la hausse du coût de la vie. Sur la même période, l'indice CFDT ou FO donne une augmentation de 14,9 % ; celui de la CGT, 15,4 %.

Ce n'est donc pas seulement pour les fonctionnaires, mais pour la grosse masse des ouvriers que le pouvoir d'achat a reculé.

● BLOQUAGE ET CONTROLE DES PRIX

Ce blocage, en particulier celui des produits de première nécessité, que le gouvernement refuse depuis un an est pourtant une mesure urgente.

Pour être efficace, il doit s'appuyer sur la mobilisation populaire. Qui donc mieux que les travailleurs, en exigeant l'ouverture des livres de comptes, peut



La CGT à la recherche de bons contrats de solidarité

La CGT enjoint aux militants et aux adhérents de se battre pour de bons contrats de solidarité. Début mai, 1 847 de ces contrats étaient signés, dont 7 % comportaient une clause de réduction du temps de travail. 95 % d'entre eux, en revanche, comportent une clause de départ anticipé en retraite. Dans ce nombre de contrats, l'attitude de la CGT est diverse. Et sa signature n'est pas apposée qu'au bas de « bons » contrats.

Celui de la SAB, à Amiens, a été signé par la section CGT. Il comporte une perte de 5 % du pouvoir d'achat pour la réduction horaire de 3 heures 45 pour les administratifs. Pour les ouvriers, une 3^e équipe est créée ; au lieu du 2 fois 8, il y aura trois équipes qui travailleront en moyenne 33 heures par semaine. Si bien que les équipements tourneront cent cinq heures par semaine au lieu de quatre-vingts actuellement. La productivité augmentera donc.

Même type de contrat à Europ-Assistance : au lieu du 9 h à 17 h, les horaires sont personnalisés. La semaine est réduite à 35 heures. Seuls seront garantis les « bas salaires » pour la compensation salariale. Les autres ver-

ront leurs salaires diminuer. Encore faut-il préciser que les bas salaires ne doivent pas progresser de plus de 10 % dans l'année.

L'Humanité du 4 mai annonçait la signature prochaine par la CGT de deux contrats : celui de l'UAP et celui d'Hispano-Suiza. Elle a donné dans les deux entreprises un avis positif sur ces contrats. L'un, à l'UAP, prévoit le départ de 2 000 employés administratifs en préretraite. La direction patronale prévoit de les remplacer par des démarcheurs de contrats, extérieurs, sans contrat de travail à durée indéterminée. La haute finance de l'UAP doit se frotter les mains.

A Hispano (2 600 salariés), 450 travailleurs seront concernés par les mises en retraite anticipée. La direction a déclaré que cela servira à éviter des licenciements dans le cadre de la restructuration en cours.

Alors, quel est le chemin pour obtenir de bons contrats ? La CGT ne le dit pas. A l'entreprise Roudières, dans l'Ariège (1 500 salariés), la CGT voulait un bon contrat. Elle n'a pas signé celui proposé par la direction. Celle-ci a profité du contrat pour retirer une heure de salaire en réduisant

à 36 heures le temps hebdomadaire de travail. Comme à la SAB d'Amiens, elle étend la plage horaire jusqu'au samedi 20 h (au lieu de 12 h actuellement). La CGT a organisé un vote qui lui a été favorable, pour poursuivre la quête du bon contrat.

A Gervais-Danone, (4 300 salariés), la CGT n'a pas signé un contrat qui prévoyait les 35 heures en 1984, en échange d'une augmentation de salaire effectuée non sur les salaires réels mais sur les minimas de la grille professionnelle. Soit une perte du pouvoir d'achat, car la compensation sera de 93 %.

La recherche de bons contrats de solidarité a donc un effet immédiat : disperser entreprise par entreprise la lutte pour la réduction du temps de travail. Cette lutte se réduit souvent à signer ou refuser sa signature au bas du contrat.

La direction confédérale amène lentement mais sûrement les syndicats à recentrer leur activité autour de la politique contractuelle. Pendant ce temps, la CGT fait l'économie de toute perspective de mouvement d'ensemble pour les 35 heures. Il n'y a pas qu'à la CFDT qu'on recentre...

Jean Lantier

UN MUTISME ELOQUENT

Le mutisme de la CGT est éloquent. Le PS vient de faire des déclarations d'austérité par Jacques Delors et Pierre Mauroy. Mais aucun commentaire confédéral ne les a suivis. Cette fois, « ça ne va pas dans le bon sens », contrairement à la formule consacrée des dirigeants confédéraux, qui accompagne toute mesure gouvernementale.

Pierre Mauroy, à la conférence nationale « entreprises » du PS, a indiqué que le CHS (comité d'hygiène et sécurité) n'aurait pas le droit d'arrêter une machine qu'il juge dangereuse. « Décidément non, il serait trop risqué de permettre aux CHS d'arrêter les machines en cas de danger, contre l'avis du chef d'entreprise, et il serait dangereux pour les travailleurs eux-mêmes de pratiquer la confusion des responsabilités », disait le Premier ministre. Le risque et le danger dont il parle ne concernent pas l'ouvrier mis en danger par une machine mal protégée, mais le sacro-saint pouvoir patronal.

Même respect monarchique du pouvoir chique du patron, concernant les réunions « autres que syndicales » dans l'entreprise. Elles devront, selon Mauroy, « faire l'objet de l'autorisation du chef d'entreprise ». La CGT, qui fait campagne pour les droits nouveaux, ne trouve-t-elle rien à dire à ces restrictions avant le vote de la loi Auroux ? Bizarre...

Il y a mieux et plus précis. Delors s'était illustré il y a peu par un article dans le Pèlerin, fustigeant la division syndicale, prônant le soutien des syndicats au gouvernement. Le voilà à la TV, enfourchant les thèmes de l'austérité : effort, patience, solidarité. Delors annonce qu'« il faudra que chacun renonce à un peu de ses droits ». Il veut « mieux adapter les indemnités (chômage NDLR) de façon à mieux inciter les gens à chercher du travail ». Pour être plus précis, il ajoute : « Celui qui travaille doit être mieux rémunéré que celui qui se forme et celui qui fait un effort pour se former doit être mieux rémunéré que celui qui attend chez lui qu'un travail arrive. » Voilà revenu le mythe du chômeur fainéant. C'est Barre, dans ses beaux quartiers lyonnais, qui doit rigoler...

Ces déclarations datent de jeudi 20 mai au soir. Depuis, la CGT n'a rien dit sur la prestation télévisée de Jacques Delors. Pratiquerait-elle la solidarité gouvernementale ? Ou bien est-elle d'accord avec ces discours ?

Cette question est légitime : Georges Séguy, après l'interview de Delors au Pèlerin avait immédiatement affirmé : « Enfin, si son idée vise à préconiser un consensus dans le cadre duquel les organisations syndicales s'inclinent devant l'austérité sociale et accepteraient la baisse du pouvoir d'achat au nom d'une solidarité nationale qui ne ferait aucune distinction entre les intérêts des travailleurs et ceux du patronat, il est clair qu'il existe entre la CGT et lui un désaccord fondamental. » C'était le 16 avril 1982 dans l'Humanité. Est-ce que ce désaccord fondamental existe toujours ? Séguy a-t-il été désavoué depuis ? Les déclarations de Delors sont limpides aujourd'hui : la direction confédérale ne dit mot. Consent-elle à l'austérité préconisée ? Il est urgent de le savoir ; le 41^e Congrès s'ouvre dans moins de trois semaines à Lille, dont le maire est le Premier ministre.

Jean Lantier

« ANTOINETTE »

LA NORMALISATION

• Le comité de rédaction d'« Antoinette » a cessé sa grève. Mais le bureau confédéral poursuit sans s'émouvoir son offensive de liquidation.

Des centaines de signatures au bas de l'appel pour « Antoinette ».

Haro sur la ligne féministe

« Ce que nous voulons redire ici, et semble encore ignoré dans la pratique de trop d'organisations de la CGT, c'est que la lutte revendicative sur des objectifs uniformes, si elle peut apporter des satisfactions d'ensemble, elle n'est pas suffisante pour s'attaquer à la surexploitation dont sont spécifiquement l'objet les femmes. »

Extrait du discours de Christiane Gilles à la VI^e conférence nationale femmes CGT de novembre 1977 (brochure la CGT et les femmes salariées). C'est cette option confédérale-là qui est aujourd'hui remise en cause sans commentaire ni débat.

Les acquis féministes du secteur confédéral féminin vont y passer avec l'équipe d'Antoinette. Pour l'instant, le secrétariat confédéral fait le coup du mépris et joue la montre. Il attend l'été pour régler discrètement le compte au journal. En septembre, on risque d'avoir un Antoinette qui ne sera qu'une Vie ouvrière-bis. De quoi faire frémir...

ANTOINETTE

Magazine féminin syndical
Expression vivante
de l'activité spécifique de la C.G.T.

L'information de nos jours joue un rôle déterminant. Elle est un moyen essentiel de l'exercice de la Démocratie. Des milliers de femmes seraient d'accord avec nous si elles nous connaissaient.

en traitant les questions d'actualité, syndicales, sociales, en abordant les problèmes des femmes comme elles les vivent dans le travail et hors travail

ANTOINETTE

**SE VEUT
LEUR TRIBUNE,
LEUR REFLET**

La diffusion du journal mensuel est assurée par les organisations syndicales sur le lieu du travail et par abonnements collectifs ou individuels.
Son prix 1978 : 6 F au n° - 55 F abonnement annuel.

Pour toute information, adressez-vous à ANTOINETTE,
50, rue Edouard-Pajilleron - 75019 PARIS
Tél. : 205.22.15 ou 205.23.63.

Plus CGT, plus féminine que jamais...

ANTOINETTE

Numéro de juin
Présenté par
Jacqueline LEONARD
directrice
et Eliane BRESSOL
rédactrice en chef

SPECIAL
41^e CONGRES
de la CGT

Pour une grande vente de masse
passez vos commandes à
ANTOINETTE
50, rue Edouard-Pajilleron, 75019 Paris.

avec :

- L'EDITORIAL de Henri KRASUCKI « CHACUNE et TOUS... »
- UN PORTRAIT : Marylène, déléguée cheminot de Saint-Lazare au congrès de Lille.
- UN DEBAT : A Valenciennes, la CGT qu'elles veulent.
- UN REPORTAGE : Les « Saint Jo » fêtent leur victoire.
- UNE ENQUETE : Droit de cuissage, bas les pattes !
- UN ANNIVERSAIRE : Catherine Ribeiro, tendre et rebelle.
- UNE INVITATION : Les étrusques au Louvre... et toutes les rubriques habituelles.

Ceci est la publicité pour le nouvel Antoinette normalisé. Elle est parue dans la Vie ouvrière n° 1968. Krasucki signe l'éditorial, bien sûr... Catherine Ribeiro, décrite comme « tendre et rebelle », a refusé d'accorder l'interview par solidarité avec les grévistes.

L'enquête sur le droit de cuissage est effectuée par les journalistes masculins de la VO. requis par le bureau confédéral pour faire le travail à la place des grévistes.

« Plus CGT, plus féminine que jamais... » ce slogan est le cynisme même, blanc sur noir : plus féminine que jamais, mais tellement moins féministe. En gros et gras, bien sûr, les nouvelles responsables : Eliane Bressol et Jacqueline Leonard. Une publicité identique est parue dans l'Humanité du 17 mai, assortie d'un appel du bureau confédéral à vendre ce numéro. Gageons que beaucoup, réfractaires hier à Antoinette, vont se trouver un amour irraisonné pour CE numéro, précisément. A suivre...

Cette autre publicité figure dans la brochure de la CGT : la CGT et les femmes salariées. Elle comporte les discours de Christiane Gilles à la VI^e conférence de 1977 à Nanterre et le texte adopté par la commission exécutive qui l'a suivie.

Antoinette « se veut leur tribune, leur reflet », dit la publicité. C'est cela aussi qui a été liquidé. « Expression vivante de l'activité spécifique de la CGT » : c'est cela qui a été attaqué par le biais du comité de rédaction.

CET ETE LES STAGES DE LA LCR

● **En France** : comment, face à la droite et au patronat, imposer le changement ?

● **En Europe et dans l'ensemble des pays capitalistes** : comment les travailleurs peuvent-ils faire face à la crise, comment peuvent-ils imposer des solutions qui permettent d'en finir avec le chômage ?

● **Au Salvador et en Amérique centrale** : une intervention militaire de l'impérialisme américain est-elle inévitable ? La révolution peut-elle triompher ?

● **En Pologne** : la mobilisation de la classe ouvrière pour un socialisme authentique est-elle brisée ? La révolution peut-elle trouver un nouvel élan ?

Ces questions sont dans toutes les têtes. Parce qu'elles renvoient aux enjeux de la situation actuelle.

Ils sont ouverts à toutes et tous : sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, camarades qui partagent le combat de la LCR et veulent mieux connaître ses positions politiques...

★ ★ ★

● **Des exposés**, sur les thèmes suivants :

- la situation actuelle et ses enjeux
- la crise du capitalisme
- les syndicats face à la crise
- la lutte de libération des femmes
- la social-démocratie et le Parti socialiste
- le stalinisme
- le PCF
- la révolution en Amérique centrale et l'impérialisme
- la Pologne et la révolution politique dans les pays de l'Est
- l'internationalisme et l'Internationale, la IV^e Internationale
- la construction du parti révolutionnaire

● **Des commissions** permettant la discussion en petits groupes...

● **Des discussions**, des échanges d'expériences, des débats sur les thèmes proposés par les participants...

● **Des heures de détente**, de lecture et de loisirs...

POUR S'INSCRIRE

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre complètement d'y joindre 150 F d'arrhes
- soit en liquide
- soit en chèque, à l'ordre de la LCR
et une enveloppe timbrée à votre adresse.
Renvoyez le tout d'urgence à

LCR Formation, été 82,
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____ Age : _____

en contact avec la LCR : _____ Sexe : _____

sans contact avec la LCR : _____

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de :

Stage n°1 : du 3 au 10 juillet
Stage n°2 : du 10 au 17 juillet
Stage n°3 : du 17 au 24 juillet
Stage n°4 : du 24 au 31 juillet
Stage n°5 : du 31 juil. au 7 août
Stage n°6 : du 7 au 14 août
Stage n°7 : du 14 au 21 août

Le prix est de 650 F tout compris (pension complète et matériel de formation).

Une crèche garderie est organisée en permanence pour les enfants.

Quels changements pour les immigrés ?

LA victoire du 10 mai a représenté pour les travailleurs immigrés l'immense espoir de voir enfin l'issue d'une situation rendue de plus en plus difficile par les mesures répressives du gouvernement précédent. Certaines d'entre elles ont été en effet abolies, comme la loi de 1939 qui leur interdisait de fait le droit d'association. D'autres, comme la loi Bonnet sur les expulsions et la fermeture des frontières, ont été reconduites avec très peu d'aménagements.

Sur le fond, la politique suivie par le gouvernement depuis le 10 mai maintient l'utilisation de la main-d'œuvre immigrée comme réserve, avec toutes ses conséquences en période de crise économique. C'est avec cette logique qu'il faut rompre, sans quoi inévitablement — et c'est ce qui se passe — on maintient le contrôle de l'immigration, l'inégalité des droits, le statut de l'immigration.

● Au contrôle de l'immigration, il faut opposer la libre circulation des travailleurs, c'est-à-dire :

— la suppression des « contrats » entre la France et les pays d'origine, qui se font sur le dos des travailleurs selon deux critères : les relations économiques et politiques de domination et les besoins du patronat français en main-d'œuvre à bon marché en fonction de la conjoncture interne ;

— l'ouverture des frontières et l'abrogation de la loi Defferre, instituant un contrôle renforcé depuis septembre, contrôle qui a un double objectif : empêcher l'entrée de travailleurs immigrés en dehors des quotas prévus par les « contrats » et laisser se développer de fait l'immigration clandestine directement commanditée par les patrons ;

— arrêt de toutes les expulsions, que ce soit pour cause de chômage ou de délit (surtout quand on sait que le délit qui s'accompagne d'une expulsion peut être le fait du « trouble de l'ordre public », ce qui laisse le champ libre à toute interprétation).

● Au « statut » de l'immigration, il faut opposer l'égalité de tous les droits, c'est-à-dire :

— le renouvellement automatique de la carte de séjour devant une simple carte d'identité délivrée à la frontière et non soumise à la possession d'un emploi ;

— la régularisation de tous les immigrés clandestins sans condi-



tion, manière la plus efficace de s'opposer de fait au trafic du patronat ;

— l'obtention automatique des droits politiques dès l'installation en France et en particulier le droit de vote à toutes les élections. A l'heure actuelle, ce sont deux millions de travailleurs qui ne peuvent pas voter. C'est toute la classe ouvrière qui s'en trouve affaiblie dans son expression ;

— le paiement intégral des prestations sociales (SS et AF) qui ne sont reversées qu'au taux du pays d'origine, la différence allant enrichir le Fonds d'action sociale, organisme patronal ;

— à travail égal, salaire égal : avec le droit à la qualification et la revalorisation des emplois d'OS.

Une telle politique est la seule qui permette réellement de satisfaire les revendications des travailleurs immigrés dans le cadre des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière, contre la division orchestrée par le patronat et la

bourgeoisie en maintenant une catégorie à part de travailleurs plus exploités et sans droits.

Mais une telle politique s'oppose frontalement aux intérêts du patronat, le privant d'une source de profits considérables accumulés depuis des décennies ! Et ce n'est pas par hasard que la majorité du PC et du PS a renoncé à toute mesure allant dans ce sens, y compris celle que les deux partis défendaient avant le 10 mai, comme le droit de vote aux municipales ou le renouvellement automatique de la carte de séjour, ou encore la régularisation de tous les sans-papiers.

Il n'y a pas de réforme possible d'un système basé sur l'exploitation de la main-d'œuvre de pays dans lesquels la France poursuit une politique de domination économique source de richesses incalculables. C'est une politique radicalement différente qu'il faut imposer !

Hélène Viken



« Dossier Asie (Chine, Japon)
* Après les Etats généraux sur le travail des femmes, quelles perspectives ?

cahiers du féminisme

SOMMAIRE

FRANCE

Etats généraux sur les femmes et le travail	p 3
Femmes en mouvement (MLF déposé)	p 8
Interview du Planning familial	p 13
Débat contraception	p 17
Une nouvelle découverte : le RU 486	p 17
Developper l'information contraceptive pour sauvegarder la santé des femmes	p 19
Guide des droits des femmes	p 22
CGT l'épreuve de force	p 21
Lutte : Poupée, Bella	p 25

INTERNATIONAL

Chine : Du lotus d'or à la garde rouge	p 28
Japon : Au Japon ancien, le soleil était une femme	p 33
RFA : Quel pacifisme pour les féministes allemandes	p 37
Guatemala : Témoignage d'une jeune paysanne	p 42
URSS : l'évaluation de la maternité ne peut masquer la crise de la famille	p 44
Sri Lanka : Sur le travail de nuit	p 47

CULTURE

Reds	p 48
Sarah et le lieutenant français	p 49
Femmes à l'usine (livre)	p 49

Pour toute correspondance écrire aux Cahiers

du féminisme, P.E.C. 2, rue Richard Lenoir 93 108 Montreuil

ARMEE:

► 10 soldats restent
emprisonnés

► Charles Hernu fait le mort
► La riposte ouvrière
doit s'organiser

Semaine calme, trop calme sur le front de la répression : 10 des 23 soldats sanctionnés sont toujours aux arrêts. Il faut les sortir de là. Dans les villes dont ils sont originaires ou dans les villes où ils étaient en garnison, la riposte s'organise, les prises de position des organisations ouvrières se multiplient mais c'est encore insuffisant. A Paris, plusieurs initiatives sont en préparation, notamment à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme qui avait convoqué une réunion unitaire en début de semaine. Il faut redoubler d'effort pour que ne se reproduisent pas des « petites histoires ordinaires » comme celle que rapporte l'un des soldats sanctionnés, André Garrec et qui restent pourtant le lot quotidien de la troupe dans les casernes de France et d'Allemagne. Il faut tout mettre en œuvre pour obtenir que soient levées toutes les sanctions.

LETRE DE PRISON

Le témoignage d'André Garrec

VENDREDI 7 mai, une heure avant le départ en permission, j'ai été convoqué à la suite de deux camarades chez le colonel de Ternay. Là, nous avons été interrogés séparément par des membres de l'ex-SM, du moins je le suppose puisque ces messieurs ont refusé de préciser à quel service ils appartenaient. Ils désiraient que je fasse une déclaration écrite pour reconnaître ma participation au 1^{er} Mai et à la distribution du journal du comité de soldats de la caserne qui avait eu lieu la nuit précédente. Je m'y suis refusé en dehors de toute garantie juridique.

Après avoir puni mes camarades de 20 jours d'arrêts pour la distribution du journal, le colonel m'a déclaré avoir reçu un ordre du ministère lui demandant de me punir de 20 jours d'arrêts et de me muter au 1^{er} RI de Sarrebourg puisque j'avais été reconnu dans la séquence passée au journal télévisé sur le 1^{er} Mai. Puis il m'a notifié une deuxième punition de 30 jours pour participation à la distribution du journal.

Cette dernière punition est totalement arbitraire ; malgré mes dénégations, malgré mes demandes répétées de présentation d'une preuve quelconque qu'il n'a pu satisfaire, le colonel a maintenu cette sanction. Cela fait donc au total 50 jours d'arrêts pour simple délit d'opinion.

Comme je devais partir immédiatement j'ai demandé à pouvoir prévenir ma famille qui m'attend d'habitude à l'arrivée du train à une heure du matin. Le colonel a d'abord refusé puis, devant mon insistance, il accepta seulement de la prévenir lui-même, en dehors de ma présence, ce qui lui a permis de raconter que j'étais seulement retenu le week-end sans les avertir ni des 50 jours d'arrêts ni de la mutation, comme je l'ai su plus tard. C'est une façon de prendre ses responsabilités. Ensuite j'ai dû faire mon paquetage et j'ai été mis dans une voiture partant pour Sarrebourg sans même pouvoir dire au revoir à mes amis restant à Vincennes...

Piquet de solidarité devant le ministère 30 mai 11h

Les familles des appelés sanctionnés seront à nouveau devant le ministère des Armées dimanche 30 mai à partir de 11 heures où elles organisent un piquet de protestation contre les sanctions qui frappent les leurs. (Rendez-vous à 11 h, métro Solférino). Plusieurs organisations apportent leur soutien à cette initiative et appellent leurs militants à y participer. C'est le cas du PSU, de la LCR, des JCR, d'IDS de « Soldats en lutte », de l'URP FO.

10 soldats aux arrêts

- **Fabrice Piault**, qui totalise 45 jours d'arrêts dont une peine de 30 jours qu'il effectue après mutation au camp de Sissonne (94^e RI, quartier Orléans, 1^{er} escadron, 02151 Sissonne)
- **Romain Treppoz**, qui totalise 50 jours d'arrêts dont une peine de 30 jours après le 1^{er} Mai (39^e GC, 53^e CTRG, 51601 Suippes)
- **Hervé Coléou**, qui totalise 60 jours d'arrêts, dont une peine de 30 jours après le 1^{er} Mai. (57^e RI Souges 33160 St-Médard-en-Jalles)
- **André Garrec**, gratifié de 50 jours d'arrêts en une seule fois (1^{er} RI, 3^e Cie 1^{re} section, Quartier Rabier BP 64, 57404 Sarrebourg)
- **Daniel Urutiaguer**, totalise 50 jours d'arrêts dont une peine de 30 jours qu'il effectue en ce moment (4 RC, 57230 Bitche)
- **Jean-François Maurel**, 30 jours

- d'arrêts après le 1^{er} Mai (159 RIA 05100 Briançon)
 - **Jean-François Perraud**, totalise 50 jours d'arrêts dont une peine de 30 jours consécutive au 1^{er} Mai et qu'il effectue actuellement (151^e RI 57000 Metz)
 - **Denis Michard**, totalise déjà 60 jours d'arrêts et il est menacé de dégradation — il est aspirant médecin — (153^e RI 67190 Mutzig)
 - **Michel Trussardi**, totalise 60 jours d'arrêts, dont 30 qu'il effectue après mutation au 126^e RI de Brives (126^e RI 19100 Brives)
 - **Jacques Robert**, muté du 68^e RA de Phalsburg à Annecy avec 30 jours d'arrêts (nous n'avons pas son adresse exacte)
- Les 13 autres soldats sanctionnés, généralement considérés comme non récidivistes, sont aujourd'hui libérés.

Appel pour une mobilisation unitaire pour le droit à l'avortement



La droite mobilise contre le droit à l'avortement. C'est à toute la gauche de riposter, l'échéance est celle du débat à l'Assemblée nationale à la rentrée prochaine qui porte sur la question du remboursement. Plusieurs organisations qui, dans le passé, s'étaient battues ensemble pour la dépénalisation totale de l'avortement et son remboursement viennent de rendre public un appel à une manifestation nationale. Il s'agit de l'ANCIC (Association nationale des centres d'interruptions de grossesse et de contraception), de la CFDT, du CNAFAL (Conseil national des associations familiales laïques), du Collectif unitaire avortement-contraception de l'hôpital Bichat, de la Coordination des groupes femmes, du Planning familial, du MLAC, du SMG (Syndicat de la médecine générale).

DEJA, lors du rassemblement national du CNAL, un tract unitaire distribué au Bourget annonçait cette manifestation nationale, et samedi dernier, en même temps que la droite manifestait, plusieurs dizaines de militantes des groupes femmes, du MLAC et du Collectif Bichat ont réalisé une action de propagande dans Paris, à bord d'un bus de la RATP loué pour l'occasion.

A l'occasion de ce regroupement, un constat réalisé à l'occasion d'une discussion dans le cadre des Etats généraux sur le travail des femmes : malgré l'annonce par le gouvernement du remboursement à 70 % de l'avortement par la Sécurité sociale, la situation aujourd'hui se dégrade et s'aggrave sérieusement. Comme l'a rappelé le Planning, lors de la conférence de presse du 17 mai, « les centres d'IVG créés au moment du vote de la loi provisoire, pour pallier la mauvaise volonté de certains chefs de service gynécobstétrique, ferment les uns après les autres pour être justement récupérés par ces mêmes patrons souvent opposés à l'avortement : le centre d'IVG de Tours (Indre-et-Loire), l'Hôtel-Dieu de Lyon (Rhône), le centre d'IVG du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne), le centre d'IVG de Meaux. L'hôpital Rothschild à Paris réduit le nombre d'IVG pratiqué par semaine (on passe de 15 à 10) et à Strasbourg, le chef de service arrête les IVG à partir du 18 mai. Tous deux invoquent le manque de moyens financiers ».

Conséquence : de nombreuses femmes sont orientées délibérément vers les cliniques privées ou sont même contraintes de partir en Angleterre lorsque les délais sont dépassés. Ainsi actuellement, en région parisienne, affirme le Planning familial, sur 100 femmes demandant une IVG, 15 seulement pourront bénéficier d'une IVG à l'hôpital et ce jusqu'à 8 semaines de grossesse alors que la loi prévoit l'avortement légal jusqu'à 10 semaines ! Le Planning de Paris continue à envoyer 35 femmes environ par semaine dans les cliniques anglaises. A qui la faute, qui est responsable de la situation ?

Il y a plusieurs responsables : le gouvernement, incontestablement, qui trouve des crédits pour les patrons, l'armée et la police mais ne débloque pas des crédits

suffisants pour créer des postes et faire vivre correctement les services de santé. Mais on a aussi affaire à un véritable « sabotage » de l'intérieur, à l'initiative de la hiérarchie médicale qui saisit tous les prétextes pour empêcher les IVG. Le gouvernement, là aussi, devrait riposter avec énergie et mettre ces « patrons » devant le dilemme simple : ou se soumettre ou quitter le service public. Aucun atermoiement n'est acceptable.

Malheureusement, il est connu qu'au sein même du gouvernement, certains hésitent à garantir le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale alors que c'est une mesure élémentaire de justice sociale et le premier moyen de lutter contre le trafic financier des cliniques privées !

Il est donc urgent de se mobiliser, non seulement pour empêcher un recul du gouvernement sur la question du remboursement mais aussi pour la

levée de toutes les restrictions contenues dans la loi actuelle. Le remboursement, en effet, ne règlera pas les problèmes rencontrés par les mineures, les étrangères et les femmes ayant dépassé le délai de 10 semaines. C'est pourquoi le Planning et les associations d'accord pour se mobiliser à la rentrée, outre le remboursement par la Sécurité sociale, demandent la dépénalisation de l'avortement et la levée des restrictions. De son côté, la CFDT annonce une campagne d'information sur les entreprises.

Une pétition nationale aidera à populariser les principales revendications sur l'avortement et la contraception.

Un problème néanmoins demeure et n'est pas encore éclairci : celui de l'unité. Si tout le monde semble d'accord pour affirmer qu'une riposte unitaire s'impose sur la question de l'avortement, il ne semble pourtant pas évident à tous que cette unité doive inclure toutes les composantes du mouvement ouvrier, en particulier les partis de gauche. Le débat doit avoir lieu franchement mais, nous le disons clairement, ne pas rechercher le soutien des partis de gauche, ce serait accepter d'emblée une riposte limitée dans son ampleur. Ce serait une erreur. Pour notre part, nous ferons tout notre possible pour que l'unité la plus large se réalise d'ici la rentrée.

C. B.



Manifestation de la droite contre le droit à l'avortement le 15/5/1982 à Paris

ENQUETE REALISEE PAR LE PLANNING FAMILIAL SUR PARIS

Si vous voulez avorter, voilà ce qu'on vous répond :

Suite à des coups de téléphone donnés le 13 mai 1982, pour une demande de rendez-vous pour une femme enceinte de 8 semaines, dans les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris :

- Hôpital Bichat : appeler Beaujon, nous sommes saturés
- Hôpital Boucicaut : trop tard, complet jusqu'au 1^{er} juin, 3 IVG par semaine, IVG pratiquée 10 jours après la consultation
- Hôpital Broussais : pas d'IVG
- Hôpital Cochin-Baudelocque : rendez-vous pour le 9 juin 1982, 12 IVG par semaine, contacter St.-Vincent-de-Paul
- Hôtel Dieu : 4 mois de planning rempli, surchargé, téléphoner au MFPF
- Hôpital Lariboisière : Est-elle française ? Bilan médical à faire au préalable, 250 F, rendez-vous lundi 17 mai, IVG une semaine après
- La Salpêtrière : c'est trop tard, téléphoner au MFPF
- La Pitié : pas de délais, les IVG sont faites dans la semaine de la demande ou envoyées au MFPF
- Hôpital Rothschild : c'est trop tard, adresse de clinique privée, IVG 15 jours après la consultation, 10 IVG par semaine au lieu de 15
- Hôpital St.-Antoine : c'est trop tard, complet jusqu'à mi-juin, téléphoner au MFPF, l'IVG ne se pratique pas au-delà de 9 semaines de grossesse, des adresses sont données par la secrétaire
- Hôpital St.-Louis : rendez-vous pas avant le 21 mai, trop tard pour cette femme, 18 IVG par semaine
- Hôpital St.-Vincent-de-Paul : trop tard, complet jusqu'au 27 mai s'adresser au MFPF



LA mobilisation pour le 5 juin entre dans sa phase décisive. Partout, en France, les préparatifs s'accroissent. Il faut en effet que Paris, comme Londres, Rome ou Bonn, accueille comme il le mérite le représentant du principal impérialisme. Reagan vient au sommet de Versailles pour exhorter les gouvernements européens à faire preuve de cohésion et s'aligner sur sa stratégie de tension internationale et d'intervention contre les luttes révolutionnaires dans le monde.

Ne pas descendre dans la rue à cette occasion, c'est laisser toute possibilité aux puissances capitalistes d'agir à leur guise et de recourir à la diplomatie de la canonniers pour sauver leurs positions dans le monde comme le fait en ce moment la Grande-Bretagne.

Oui, l'enjeu est suffisamment important pour justifier la présence de tous et de toutes dans la rue au moment où le chef de l'exécutif américain sera en France.

Il faut pourtant constater qu'à l'échelon national, les grandes organisations ouvrières offrent le lamentable spectacle de la démission. Pour ne pas gêner l'action du gouvernement, le Parti socialiste s'abstient de toute initiative. La CFDT et la FEN restent muettes.

Quant au PCF, à la CGT et au Mouvement de la paix, ils soutiennent un appel de cent personnalités à une marche nationale contre « l'escalade nucléaire » à Paris... le 20 juin. Comment ne pas voir là une manœuvre de diversion ? Ne voulant pas manifester contre Reagan alors que Mitterrand et Mauroy accueilleront celui-ci avec tous les honneurs, le PCF et le courant qu'il influence ont choisi de centrer leur action sur la traditionnelle session de l'ONU consacrée au désarmement.

L'efficacité du combat contre la course aux armements ne peut qu'en être amoindrie. Celle-ci commande en effet de manifester au moment où le principal responsable des menaces de guerre nucléaire est présent en Europe. Faute d'un tel objectif mobilisateur, l'initiative du 20 juin risque de n'avoir qu'une portée et un impact limités. L'échec du rassemblement national du Mouvement de la paix, qui n'a réuni les 22 et 23 mai à Nîmes que quelques milliers de participants, est pourtant révélateur. En outre, cet appel de sommet, élaboré sans discussion avec l'ensemble des composantes du mouvement anti-impérialiste, ne peut qu'affaiblir et diviser le courant unitaire existant à la base.

La LCR pour sa part, affirmera inlassablement la nécessité d'une vaste mobilisation de tout le mouvement ouvrier contre l'impérialisme. C'est pourquoi, en dépit de ses critiques, elle sera présente, sous ses propres banderoles, à la manifestation du 20 juin.

Mais, pour l'heure, tout doit être fait pour assurer le succès de la démonstration du 5 juin, soutenue par plus de cinquante organisations parmi lesquelles la Coordination des comités latino-américains, le MDPL, le CEDETIM, le CODENE, la Maison des travailleurs immigrés, la Coordination permanente lycéenne, le Mouvement anti-apartheid, la LCR, les JCR, Lutte ouvrière, le PCI, le PSU, le PCML, le PCR, les CCA, l'OCT, l'AMR...

Il reste une semaine pour faire de cette date un grand moment de lutte contre la barbarie impérialiste. Dans ce délai, il faut constituer et élargir les comités de préparation, il faut multiplier les contacts unitaires et les initiatives sur les lieux de travail, dans les quartiers, à l'université, ou au lycée. Désormais chaque jour compte.

Christian Picquet

CONTRE REAGAN

• Il reste une semaine pour faire du 5 juin une puissante démonstration anti-impérialiste

• La marche nationale partira à 14h de la place Clichy et s'achèvera par un rassemblement place de la Bastille

DE PARTOUT ...

Dans toutes les villes de France, la venue de Reagan et la montée nationale sur Paris se préparent activement. Dans de nombreux cas, des initiatives unitaires locales seront organisées.

• **Amiens** : Sur la faculté, l'UNEM, l'UNEF-Renouveau, l'UNEF-ID, le Comité Salvador appellent en commun à la marche nationale. Ils sont soutenus par le MJS, le PSU et la LCR.

Sur la ville, le Comité Salvador, soutenu par le PC, le PS, le PSU, la FEN, la CFDT, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, l'UNEF-Renouveau, organise le 4 juin une soirée Salvador qui préparera la marche sur Paris. La LCR soutient également cette initiative.

• **Reims** : Le Comité Amérique latine, soutenu par la FEN, la CFDT, le PSU, l'UNEF ID, la LCR, appelle à monter sur Paris.

• **Evreux** : Le Mouvement de la paix, le MAN, le Comité Amérique latine, l'ASTI, le PSU, la LCR et le Comité antinucléaire manifesteront également ensemble à Paris.

• **Brest** : Un meeting commun sera organisé par le Comité Amérique centrale, la LCR, les JCR et le PSU.

• **Strasbourg** : Les étudiants marocains (UNEM), le CLIPS, la CIMADE, le CODENE, le CEDETIM, le Comité contre la répression au Maroc, l'OCT, la LCR, le PSU, le MIR, le Mouvement de la paix, le Comité Amérique centrale appellent en commun à la marche nationale.

• **Besançon** : Une manifestation locale est organisée le 4 juin et a reçu l'appui du Comité Amérique centrale, des CCA, du PS, du MIR, de LO, de la LCR, des JCR et du PSU.

• **Lille** : Un meeting unitaire sur l'Amérique centrale devait se tenir le 28 mai à l'appel de : UL CFDT, Ligue des droits de l'homme, PSU, LO, LCR, JCR, UNEF-ID, AMR, PS.

• **Rennes** : La LCR, les JCR, LO, les CCA, le CRIDEV, le Comité Amérique centrale appellent à une manifestation le 4 juin. La LCR organise, de son côté, un meeting le 2 juin.

• **Lyon** : Une manifestation se déroulera le 4 juin devant le consulat des USA à l'appel de l'UD CFDT, des CCA, de l'AMR, du Comité Amérique centrale, des JCR, de la LCR, de LO, du PSU, du PCR, du MDPL et du CLAR.

• **Grenoble** : Une démonstration de rue aura également lieu le 4 juin à l'appel du Comité Amérique centrale, du CODECH, de l'ASFA, des Amis de la terre, de l'UGAIS, du PSU, de la LCR, du PCR, de la LST et de Lutte ouvrière.

• **Le Puy** : Le PS, le PCI, la LCR, la FEN, la CFDT et la CGT se sont rencontrés en vue de préparer en commun le 5 juin.

• **Orléans** : LO, la LCR, l'UTCL, le Comité Amérique centrale organisent une manifestation locale le 5 juin au matin avant de se rendre à la marche de Paris.

• **Bordeaux** : Le Comité Salvador, l'UD CFDT, la LCR, LO, le PCI et le PSU ont convenu d'organiser une initiative de masse dans les prochains jours. Les organisations soutenant la marche de Paris annoncent déjà la montée de trois cars.

• **Fougères** : Un meeting unitaire sera organisé par la LCR, le MAN, l'ASPAL, le PSU et le Comité Salvador.

• **Toulouse** : Le Comité de solidarité Salvador-Nicaragua, la LCR, LO, le PSU, la CFDT défilent le 4 juin. D'ores et déjà, nos camarades annoncent la réservation de quatre cars pour la manifestation du 5 juin.

• **Marseille** : Une manifestation locale sera également organisée le 4 juin par les comités Amérique latine, l'UD CFDT, le PCML, les organisations libertaires, les Amis de la terre et la LCR. On estime qu'au moins deux wagons de chemin de fer seront réservés pour la montée sur Paris.

• **Rouen** : LO, la LCR, les JCR, le PSU, le MDPL, l'Ecole émancipée, les comités Amérique latine organisent en commun la préparation du 5 juin.

Appel des comités latino-américains

Nous publions ci-dessus les principaux extraits de l'appel à la manifestation du 5 juin adopté par la coordination des comités latino-américains et les comités Nicaragua, Salvador et Guatemala.

... Reagan, aujourd'hui, c'est l'intervention militaire contre le peuple du Salvador, le soutien aux dictatures du Guatemala, de Haïti et du Chili, le soutien aux gorilles somozistes contre le Nicaragua libre, les menaces d'invasion contre Cuba et Grenade, l'occupation militaire du canal de Panama et la colonisation de Porto-Rico. C'est le soutien aux entreprises coloniales du gouvernement britannique contre les Malouines. Du Rio Grande à la Terre de feu, il n'y a pas un peuple d'Amérique latine qui ne subisse l'intervention des Etats-Unis.

Contre Reagan, nous affirmons notre solidarité totale avec les luttes révolutionnaires des peuples. Nous sommes aux côtés des combattants du FMLN/FDR du Salvador, de l'URNG et du CGUP du Guatemala et du FSLN nicaraguayen.

C'est pourquoi, le 5 juin, nous appelons tous ceux qui sont solidaires de l'Amérique latine, tous ceux qui veulent en finir avec l'exploitation et la misère du tiers monde, à manifester dans la rue, à 14 heures, place Clichy.

Coordination des comités latino-américains
Comité Nicaragua
Comité El Salvador
Comité Guatemala

Le mutisme des dirigeants socialistes

CHACUN aura pu remarquer, à quelques jours de la réunion de Versailles et du sommet de l'OTAN, le silence du Parti socialiste. Un silence qui peut paraître étonnant si l'on se réfère aux prises de position générales dont la formation au pouvoir faisait jadis le symbole de son action internationale. Il est au moins deux raisons au mutisme actuel.

1. Au risque de se retrouver subordonné à la raison d'Etat, le PS entend ne pas gêner la politique étrangère d'un gouvernement qui, au cours des derniers mois, a mis un point d'honneur à réaffirmer son « atlantisme » et qui a de ce fait oublié le temps où il s'adressait « aux humiliés, aux émigrés, aux exilés » d'Amérique latine. On l'a vu prendre la tête du soutien à l'expédition britannique aux Malouines. Le chef de l'Etat et le Premier ministre se rendront à Bonn le 10 juin pour

manifester leur approbation du déploiement des fusées Pershing et des missiles Cruise. Et le Quai d'Orsay vient spectaculairement d'inviter — pour la première fois depuis le retrait français de l'OTAN — les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance atlantique à se réunir à Paris au printemps 1983.

Alors que François Mitterrand accueillera en grande pompe les chefs de toutes les puissances impérialistes le 4 juin, le PS préfère oublier que, dans le *Projet socialiste*, figurait en bonne place une référence au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

2. Mais comment ne pas voir aussi dans l'attitude des dirigeants socialistes une conséquence du tournant qu'ils viennent d'effectuer sur les questions internationales. Adaptant son discours à la pratique gouvernementale, Lionel Jospin n'avait-il

pas indiqué, au cours d'un voyage aux Etats-Unis en avril dernier, que Paris et Washington avaient « les mêmes objectifs » ? Et pour bien se faire comprendre, il ajoutait : « Notre politique n'a jamais été de soutenir des guérillas, ni au Salvador ni nulle part. »

De tels propos ont nécessairement une incidence concrète sur l'activité du parti. On ne peut d'un côté affirmer l'existence d'objectifs communs avec l'administration Reagan et se dresser contre elle quand elle intervient au Salvador.

Il reste à savoir ce qu'en penseront les militants socialistes qui travaillent quotidiennement dans le mouvement de soutien aux peuples d'Amérique centrale et qui, à plusieurs reprises, ont exprimé dans la rue leur opposition à la barbarie impérialiste.

C. P.

TOUS A PARIS LE 5 JUIN

Les Américains contre l'holocauste nucléaire et l'intervention au Salvador

RONALD REAGAN vient de faire avaliser par le Sénat américain un projet de budget militaire pour 1983 qui atteint 178 milliards de dollars. Un chiffre record pour une économie qui compte déjà plus de dix millions de chômeurs.

Le chef de l'exécutif a néanmoins reculé en acceptant une diminution de 5,5 milliards des dépenses prévues initialement. Il ne fait aucun doute qu'il faut voir là une concession — certes bien limitée — au puissant mouvement contre la prolifération nucléaire qui se développe au cœur même de la citadelle impérialiste et qu'un de nos collaborateurs qui vient de séjourner aux Etats-Unis analyse ci-dessous. C'est sans doute également pour tenter de désamorcer une mobilisation qui touche des secteurs de plus en plus larges de la population que Reagan vient de proposer à l'URSS de négocier une réduction de 30 % du potentiel nucléaire des deux côtés, en omettant toutefois de prendre en compte l'ensemble des armements.

Mais il est probable que la manœuvre fera long feu. A travers le

combat contre la course aux armements, toute une génération d'Américains prend en effet conscience de l'étroite imbrication de tous les aspects — économique, diplomatique et militaire — de l'orientation de la classe dominante.

Le 12 juin, presque en même temps qu'en Europe, on attend un demi-million de personnes dans la capitale fédérale pour dire non à l'escalade impérialiste. Le 14 juin, à l'occasion de la session de l'ONU consacrée au désarmement, un sit-in sera organisé devant les missions diplomatiques des cinq pays responsables du danger nucléaire : USA, URSS, Royaume-Uni, Chine et France.

La montée d'un sentiment anti-guerre dans la population américaine est sciemment minimisée par les médias. C'est pourtant l'un des phénomènes les plus encourageants pour tous les anti-impérialistes et la réussite de nos manifestations en Europe à l'occasion de la visite de Reagan doit concourir à son développement.

• Un mouvement en pleine croissance

Le mouvement contre l'armement nucléaire aux Etats-Unis s'exprime par une multitude d'initiatives : réunions d'information, concerts, danses de la paix, actes symboliques. La semaine d'action lancée par Ground Zero (18-25 avril) a touché 650 villes ou villages, 325 universités et 900 écoles secondaires...

Les organisations de la gauche américaine et les associations pacifistes participent à ce mouvement mais l'ampleur de celui-ci le dépasse largement. Depuis le lancement, en avril 1980, d'un « Appel pour arrêter la course aux armements nucléaires », stimulé par l'arrivée au pouvoir de Reagan, puis les mobilisations européennes de l'automne dernier, il s'est développé avec force et rapidité. Les appuis ont afflué : dirigeants syndicaux, scientifiques, y compris quelques « pères » de la bombe, hommes politiques et ecclésiastiques.

Le conseil des Eglises du grand Washington, qui regroupe 550 communautés religieuses, soutient par exemple le mouvement. Un archevêque fait même campagne pour le refus de l'impôt.

L'ancien président Gerald Ford, l'ancien secrétaire à la Défense Melvin Laird, le « boucher du Vietnam » McNamara, ou le sénateur républicain réputé conservateur Dan Quayle de l'Indiana sentent, avec beaucoup d'autres, le vent tourner. Comme le dit ce dernier : « Il y a un an, tout le monde soutenait le réarmement. Maintenant, l'administration donne l'impression que le Pentagone est sacro-saint et peut passer à travers toutes les coupes budgétaires. Les gens n'aiment pas ça ! »

A ce jour, dans onze Etats, l'une ou l'autre des deux chambres législatives, ou les deux à la fois, ont appuyé une proposition de gel nucléaire. Les électeurs auront la possibilité de se prononcer par référendum sur ce thème lors des prochaines élections de novembre dans les Etats du Michigan, du New Jersey, du Delaware, du Wisconsin, de l'Arizona, de l'Oregon et de la Californie.

Ce phénomène massif et probablement majoritaire doit incontestablement son succès à des oppositions convergentes : opposition des travailleurs et des minorités aux coupes claires dans les budgets sociaux, opposition des milieux progressistes aux visées impérialistes en Amérique centrale ; opposition morale et religieuse à l'escalade nucléaire.



En formulant ses dernières propositions de négociations avec l'URSS, le président ne parviendra pas à endiguer la mobilisation actuelle. Les intentions de l'exécutif paraissent en effet suspectes. Et derrière la revendication d'un gel nucléaire se greffent bien d'autres débats. La sensibilité majoritaire semble opposée à la stratégie dite de « réponse flexible » qui préconise la nécessité pour les Etats-Unis de déclencher une guerre nucléaire lors d'un conflit avec armes conventionnelles, au cas où des « intérêts vitaux du monde occidental » seraient menacés. C'est cette stratégie de la première frappe qui oblige les Etats-Unis à garder toujours une avance technologique sur l'adversaire. D'où l'escalade.

Le mouvement américain est conscient que les Etats-Unis dispo-

sent de cette avance technologique. Il est conscient aussi de la nécessité, pour arrêter l'escalade, de contester le droit de première frappe. Enfin, le mouvement est amené à débattre du mot d'ordre de désarmement unilatéral. Cela se vérifie dans les débats à la base où il n'est pas rare d'entendre : « Il faut que Moscou sente une pression, mais ce que nous pouvons faire de mieux ici c'est faire pression sur notre propre gouvernement. »

Au-delà, la vague actuelle conduit des millions d'Américains à s'interroger sur l'ensemble de la politique de la classe dominante et sur les raisons qui poussent celle-ci, en pleine récession, à l'escalade nucléaire. Et c'est cette dynamique que craignent les stratèges de la Maison-Blanche. G. Lenz

• Les trusts de l'armement maîtres du jeu

Sil une majorité d'Américains paraît de plus en plus opposée au nouveau cours de l'impérialisme dominant (voir ci-contre), il n'en va pas de même pour les marchands de canons. Et pour cause. La politique démentielle de Reagan contribue au développement d'un complexe militaro-industriel déjà si puissant dans le passé que le général Eisenhower quittant la Maison-Blanche déclarait : « Cette conjonction d'un appareil militaire immense et d'une industrie de l'armement très puissante est un phénomène nouveau dans l'histoire de l'Amérique. Son influence dans tous les secteurs — économique, politique et même spirituel — se fait sentir dans toutes les villes, dans le Parlement de tous les Etats, dans tous les services de l'administration fédérale. »

Cent groupes industriels et leurs filiales ont, au cours des dix dernières années, monopolisé environ 70 % des commandes du Pentagone. Ces groupes appartiennent à de larges secteurs de l'économie : aviation, électronique, informatique, nucléaire, téléphone, chantier navals, pétrole, caoutchouc, chimie, sidérurgie, agro alimentaire... Les principaux trusts concernés occupent une position dominante dans ces différentes branches : General Dynamics, McDonnell Douglas, United Technologies, General Electric, Lockheed, Hughes Aircraft, Boeing, Grumman Corp, Raytheon, Tenneco, Litton Industries...

En outre les grands établissements d'enseignement supérieur aux Etats-Unis étant des entreprises privées, il n'est pas rare que le gouvernement fédéral passe avec certaines d'entre elles des contrats en matière de recherche. En 1979, par exemple, la Johns Hopkins University et le Massachusetts Institute of Technology (MIT) ont obtenu respectivement 56 et 125 millions de dollars de contrats et occupent les 61^e et 70^e places parmi les bénéficiaires des commandes du Pentagone.

Traditionnellement, les groupes de pression capitalistes déterminent, outre-Atlantique plus encore qu'ailleurs, la conduite des affaires du pays. Il en va naturellement ainsi pour l'un des principaux secteurs industriels. Il y a trois ans, on estimait que sur 100 sénateurs, 36 avaient des intérêts dans des sociétés travaillant pour l'armement et que 76 députés étaient dans ce cas. De

même, la Commission fédérale électorale évaluait à plus de deux millions de francs les sommes dépensées par quatre des plus puissants « lobbyists » de l'armement pour financer des candidats aux législatives de 1978.

Ce lobby a, entre autres, été à l'initiative de la création en 1976 d'un « Comité sur le danger actuel » (entendez le danger soviétique) dont l'objectif avoué est de pousser au réarmement de l'Amérique et qui a soutenu la candidature de Reagan lors de la dernière élection présidentielle.

On aura la meilleure illustration des liens avec le monde politique en prenant l'exemple des plus hautes sphères du pouvoir actuel. A la tête du département d'Etat se trouve aujourd'hui le général Haig, ancien commandant en chef des forces de l'OTAN. Or, cet homme était en 1979 « Chief operating officer » du groupe United Technologies qui occupe depuis 1977 la troisième place parmi les fournisseurs de l'armée. Nul ne s'étonnera, dans ces conditions, qu'au cours du premier semestre de 1981 les ventes de ce trust au gouvernement aient progressé de 56 % pour atteindre 1,873 milliards de dollars. On aura une idée des profits fabuleux réalisés actuellement par les marchands de canons lorsqu'on saura qu'en 1980, avant même l'accession des républicains à la Maison-Blanche, United Technologies avait réalisé un bénéfice net de 393 380 millions de dollars.

Le cas d'Alexander Haig n'est pas isolé. Ainsi, en 1960, la General Electric (qui construit aujourd'hui le moteur F 101 qui doit équiper le bombardier stratégique B1) versait le salaire royal de 200 000 dollars par an à un dénommé... Ronald Reagan.

Toute la politique de la nouvelle administration américaine consiste à favoriser le « big business » au détriment de la population laborieuse. La course aux armements répond également à cet objectif. Il s'avère une fois de plus que, dans un contexte de récession, les capitalistes ont recours à la croissance des dépenses militaires pour relancer leurs profits. Tout cela est bien loin, on le voit, des discours sur le nécessaire redéploiement occidental face à la menace soviétique. Comme l'indiquait crûment, le 26 janvier 1981, la revue américaine *Fortune* : « Il y a de beaux jours à nouveau dans ce pays pour les fabricants d'armes. »

Christian Picquet

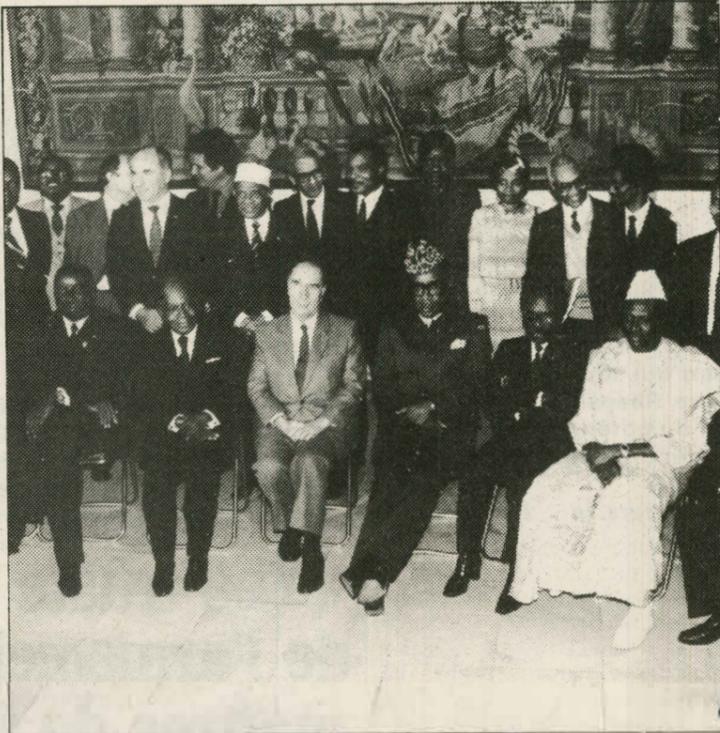


► Qu'est-ce qui fait courir Mitterrand en Afrique ?

RASSURER un certain nombre de chefs d'Etat africains inquiets d'une éventuelle modification de la politique française à leur égard, tout en rappelant au monde capitaliste l'existence d'un domaine réservé de Paris en Afrique, voilà globalement la fonction du péripète de Mitterrand et de sa suite au Niger, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Le voyage en Afrique est d'ailleurs une tradition présidentielle qui illustre bien, à elle seule, l'importance des intérêts capitalistes français sur ce continent. Comme au temps de Giscard, la télévision nous montrera donc l'Afrique qui plaît à nos gouvernants. Pas celle des bidonvilles, de la misère, de l'exploitation impérialiste et de la révolte. Mais celle des manifestations de liesse populaire dûment organisées par les hommes de mains du parti unique, comme en Côte d'Ivoire par exemple ; celle de la parade des chefs de tribus anciens serviteurs zélés du colonialisme français reconvertis dans la soumission au potentat local ; celle enfin du gigantisme de certaines réalisations somptuaires que l'on feint de confondre avec l'expression d'un développement économique. Ainsi en est-il de l'autoroute qui conduit au village natal du président Houphouët Boigny et qui est une prime au régionalisme et au tribalisme le plus rétrograde dont se sert le président ivoirien pour gouverner.

Le choix des pays visités par Mitterrand est clairement dicté par les intérêts généraux de l'impérialisme français plus que par toute autre chose. Le chef de la junte militaire du Niger ne s'y est pas trompé, et déclarait que le choix de Mitterrand est « une décision qui fait table rase de nos options politiques et qui réunit à néant les objections de ceux qui critiquent l'existence d'un régime militaire au Niger ». Cette caution politique, le gouvernement français la lui donnera sans aucune réticence. Car derrière le régime militaire de Niamey, ce sont les gisements d'uranium exploités par Paris qui in-



téressent nos voyageurs africains. Quant au Sénégal et à la Côte d'Ivoire, ce sont les deux piliers fondamentaux du système néo-colonial en Afrique, deux partenaires économiques privilégiés de Paris.

Pourtant, ce voyage se veut aussi une illustration de la « nouvelle » politique africaine de Paris. Celle-ci établirait maintenant un distinguo subtil entre « présence » économique et « ingérence » militaire. Il s'agirait de développer la première en limitant au strict minimum la seconde. Guy Penne définit comme suit cette orientation en déclarant : « La non-ingérence n'est pas l'effacement, au contraire. Par les projets de développement auxquels elles contribuent, la France a une présence accrue en Afrique. »

Cette présence est bien évidemment celle des entreprises capitalis-

tes privées ou publiques qui exploitent matières premières et main-d'œuvre locales. La présence des troupes françaises en Afrique et les interventions militaires coloniales ne sont en fait que la conséquence logique, du point de vue impérialiste, d'une politique de défense de la « présence française ». Et c'est parce que le gouvernement Mitterrand-Mauroy se veut un bon gestionnaire de la présence capitaliste française en Afrique qu'il refuse toute mesure de retrait unilatéral des troupes françaises. Non seulement, comme l'a précisé Mitterrand, « la France tiendra ses engagements pour assurer la sécurité de ses amis », mais « elle veillera à ce que les conditions de cette sécurité soient mieux assurées, si nécessaires ».

Il conviendrait que le mouvement ouvrier français se réveille sur cette question.

Vincent Kermel

► Raz-de-marée socialiste en Andalousie

C'EST un triomphe que vient de remporter le Parti socialiste espagnol (PSOE) lors des élections régionales d'Andalousie, le 23 mai. Avec 52,5 % des voix, soit 19 % de mieux que lors des législatives de 1979, il pourra former seul le gouvernement de la province. C'est essentiellement au détriment du parti au pouvoir à Madrid l'Union du centre démocratique (UCD) que cette progression s'est réalisée. Avec 13 % seulement des suffrages, l'UCD est désormais la troisième formation andalouse, derrière l'Alliance populaire (dirigée par l'ancien ministre de Franco, Manuel Fraga Iribarne) qui obtient 17 % des voix. Quant aux communistes, leur score confirme la grave crise du PCE. Ils n'obtiennent que 8,5 % des voix, et ils reculent de 5 points.

Toutes les forces de la droite avaient pourtant mis leur poids dans la balance pour empêcher ce raz-de-marée. Même l'organisation patronale (CEOE) était intervenue dans la campagne pour dénoncer le « péril marxiste ».

Mais rien n'y a fait et la bourgeoisie a payé à cette occasion l'état de sous-développement dans lequel le capitalisme espagnol a laissé cette région. Malgré la richesse extraordinaire de ses terres, l'Andalousie demeure une poche de pauvreté. Le

nombre de chômeurs est éloquent : ils sont 48 % de plus que dans le reste de l'Etat espagnol. Le revenu par habitant est de loin le plus faible de tout le pays. L'agriculture occupe 40 % de la population active, un taux proche du tiers monde. Elle reste de plus aux mains de grands propriétaires. 2 % d'entre eux se partagent par exemple la moitié du sol. Comme l'indique Juan Salas Tornero, dirigeant local de la CEOE : « Le problème de l'Andalousie, c'est qu'elle n'a pas bénéficié de la grande révolution industrielle des années 1950. »

Cette situation de misère extrême explique le développement d'un fort sentiment national dans cette province et la multiplication des grèves et manifestations d'ouvriers agricoles au cours de la dernière période.

Avec le scrutin du 23 mai, la crise politique espagnole va entrer dans une nouvelle phase. C'est en effet le troisième échec électoral important que connaît l'UCD en deux ans et tous les sondages prédisent sa défaite aux prochaines élections générales. Déjà, le parti gouvernemental était traversé de courants centrifuges. La situation actuelle va accélérer les reclassements en son sein. L'Alliance populaire va s'appuyer sur les derniers résultats pour relancer son projet de « grande droi-



te », seul capable à ses yeux d'empêcher une victoire socialiste dans l'avenir. Les rumeurs de consultation anticipée vont inévitablement se multiplier en même temps que les pressions de la hiérarchie militaire sur le monde politique deviendront plus vigoureuses.

Il est malheureusement probable que le mouvement ouvrier restera passif devant cette accélération de la crise de direction de la classe dominante et laissera toute latitude à la droite d'y chercher un remède. Felipe Gonzales, le leader du PSOE, ne vient-il pas de minimiser la portée de sa victoire en parlant du « caractère local de l'élection » andalouse ?

Christian Picquet

PAYS BASQUE Pour le statut de réfugiés politiques

Depuis le 9 janvier dernier, quatre militants basques soupçonnés d'appartenir aux deux branches de l'ETA étaient assignés à Antonne. Ces militants étaient frappés d'une décision d'extradition que le précédent régime n'avait pas fait exécuter. Bien qu'il ait proclamé son hostilité aux extraditions, le gouvernement actuel s'était engagé auprès des autorités espagnoles à ne les libérer qu'au compte-gouttes. Le 14 mai, ils se sont soustraits à la surveillance de la police française.

A Périgueux, le Comité de soutien aux militants basques pour l'obtention du statut de réfugiés politiques a publié le 16 mai un communiqué dans lequel il indique notamment : « La situation devenait intolérable : les violations des droits les plus élémentaires ne pouvaient plus être supportées par ceux qui croyaient que le gouvernement de gauche donnerait une solution rapide à des problèmes qui, somme toute, ont leur origine dans l'arbitraire policier et juridique si fréquent sous le précédent régime. »

Et le comité poursuit : « Les quatre Basques ont attendu... attendu... l'attribution du statut de réfugiés politiques. Après avoir été torturés en Espagne, emprisonnés en France sous Giscard, ils ont enduré les tracasseries du gouvernement de gauche, espéré en ses promesses. Après leur avoir promis de loin en loin une libération toujours repoussée au dernier moment, on a décidé, ce jeudi 13, de changer les barreaux de leur cage : être toujours assignés à résidence, mais à leurs frais, à Périgueux. »

« Vendredi 14 mai, ils ont levé eux-mêmes leur assignation à résidence. »

« Cette décision ne change rien à notre soutien. Nous demandons que le statut de réfugiés politiques soit accordé à tous les militants basques en France et qu'aucune poursuite ne soit engagée contre nos camarades d'Antonne. »

« Après avoir laissé se dégrader la situation jusqu'à ce qu'ils se sentent acculés au départ, le pouvoir se montrerait maintenant hypocrite et criminel en choisissant d'en faire des clandestins. »

AMERIQUE LATINE Ecole de formation

La prochaine session de l'école de formation permanente sur l'Amérique latine aura pour thème la Bolivie. Elle se tiendra le vendredi 4 juin à 19 heures à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11^e (M^o Alexandre Dumas), en présence d'un dirigeant de notre organisation en Bolivie.

FRANCE- AFRIQUE DU SUD Pas de changement

L'ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris, M. du Plooy, vient au cours d'une conférence de presse de faire le point des relations entre son pays et la France de Mitterrand.

Répondant aux questions des journalistes, l'ambassadeur devait préciser que les rapports n'avaient pas été affectés depuis le 10 mai 1981 : « Les échanges commerciaux franco-sud-africains ont doublé en deux ans pour atteindre près de 12 milliards de francs (...) Cette accélération n'a pas été ralentie au deuxième semestre 1981. »

Et pour cause. La COFACE, Compagnie publique d'assurances aux exportations françaises (subventionnée par le Trésor) continue de « couvrir » les risques (notamment politiques) encourus par les sociétés françaises qui commercent avec l'Afrique du Sud. Quant à la French Southern Bank, filiale de Suez, elle finance toujours les investissements industriels français dans les pays de l'apartheid. « Nous avons récemment enregistré beaucoup d'entrées de capitaux français en Afrique du Sud », devait d'ailleurs préciser l'ambassadeur avant d'ajouter : « Ceux-ci se placent désormais en bonne position derrière les investissements américains, britanniques, ou allemands. »

Certains secteurs sont des plaques sensibles des relations entre les deux pays. Ainsi, la société Minatome détient 10 % dans une mine d'uranium en Namibie et plusieurs participations dans deux usines de transformation de l'uranium namibien en Afrique du Sud même. Cette firme est une filiale de Total et de Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK). Or, PUK est l'une des entreprises récemment nationalisées. « Avez-vous, devait demander un journaliste au représentant de Pretoria, été avisé d'un changement d'attitude de cette compagnie à votre égard ? » L'ambassadeur fut formel : les rapports n'avaient pas changé. Il devait même cyniquement ajouter : « Vous avez en France un excellent proverbe qui dit "plus ça change, plus c'est pareil". »

A l'appui de ses propos, M. du Plooy devait encore démontrer combien les exportations sud-africaines étaient vitales pour la bourgeoisie française : « J'évalue à 25 % environ la production française d'électricité alimentée par des importations de charbon et d'uranium en provenance d'Afrique du Sud. »

Comment mieux exposer les raisons pour lesquelles, après dix-sept ans de « sanctions », cet Etat de l'apartheid parvient à se maintenir au 14^e rang dans le commerce mondial ? Que valent après cela les déclarations d'intention des socialistes français ?

Réunion-Débat sur la situation en PALESTINE

Avec M. Warshawsky,

dirigeant de la Quatrième Internationale dans
l'Etat d'Israël

• OU VA BEGIN ?

• SOUTIEN AU MOUVEMENT PALESTINIEN

• POUR UNE PALESTINE UNIFIEE ET SOCIALISTE

JEUDI 3 JUIN JUSSIEU 19H

FESTIVAL DE CANNES (1)

MOINS de fêtes à Cannes cette année, pas de « grand film » non plus, comme on dit, mais des événements importants et qui ont lieu grâce au cinéma.

Tout est beau et horrible dans *Yol*, le film de Gilmaz Güney, qui passe dès le deuxième jour dans la sélection officielle. Güney y parle de l'amour, de la peur, des Kurdes aussi avec tendresse, des grands chemins de son pays qu'il ne verra plus pendant longtemps, maintenant qu'il est en exil. Avec sa caméra il témoigne, et nous on regarde et on ne peut plus ignorer.

En contrepoint, dès le lendemain, passe à la Semaine de la critique le film de Romain Goupil, *Mourir à trente ans*. En 1978, Michel Recanati s'est suicidé ; cinq ans après, son copain sort d'un film bouleversant d'émotion et de tendresse sur ce qu'il a pu filmer de ce qu'ils ont vécu. « Si Michel n'avait pas disparu, je n'aurais jamais utilisé mes archives, dit Romain, mais je ne voulais pas que Michel s'évapore et qu'on l'oublie. » Ce film-là, c'est celui de la mémoire : avec un film, on peut garder une trace vivante et qui bouge de ce qu'on a aimé.

Tout au long du festival, ces deux films repasseront devant des salles combles, un peu partout dans Cannes : au Palais du festival, à la salle Jean-Cocoteau, à l'Olympia II, à la MJC, au Studio 13...

On y va, on se croise : tu l'as vu ? Pas encore ; moi hier ; moi j'y vais tout à l'heure...

Dans la sélection officielle, quelques repaires : le cinéma italien largement représenté avec Ettore Scola, les frères Taviani, Antonioni... Le cinéma français offre un choix systématique de cinéastes peu connus : est-ce parce que l'idée d'une « sélection nationale » est ressentie comme un étrange fardeau hérité du passé ?



Le film de Skolimowski, sélectionné pour la Grande-Bretagne, est remarquable. Il raconte l'histoire d'ouvriers polonais venus travailler au noir en Angleterre pour un patron polonais.

Mais pendant que travaillent de façon forcenée ces ouvriers du clair de lune (*Moonlightning*), des nouvelles dramatiques arrivent de Pologne : nous sommes en décembre 1981. Et alors, sans discours, les images rattrapées par l'histoire nous frappent de plein fouet. Le contremaître, seul à parler l'anglais, garde cachées les nouvelles qui arrivent de son pays, et nous n'oublierons pas de sitôt cette ima-

ge où nous le voyons arracher les affiches londonniennes proclamant le soutien des Anglais à Solidarité dissout, non par conviction politique ou par geste réactionnaire : il veut préserver son travail aux dépens même de son honneur. Que filmer quand une tragédie arrive au pays qu'on a quitté ? Que faire de son chagrin quand on est à l'abri ? Filmer l'abri, dit Skolimowski.

On voit des films, on feuillette à toute vitesse, sélections officielles et non officielles se mélangeant. On commence à s'ennuyer avec la sélection officielle.

Samedi 22 mai 1982
Françoise Valier



« Mourir à trente ans »

Le film que Romain Goupil a consacré à Michel Recanati vient de se voir décerner la « Caméra d'Or », la plus haute récompense attribuée en dehors de la sélection officielle. Nous reviendrons longuement, (analyse, témoignages, interview de Romain...) sur ce très beau film, au moment de sa sortie en salle, c'est-à-dire aux environs du 9 juin.

S.F. Dick et les autres

DE la dégradation du sujet à celle de la réalité, l'œuvre de Dick est une réflexion sur les formes de la fiction. Sa mort coïncide avec la parution du roman, *l'Invasion divine* (1), peu convaincant.

C'est un peu démonstratif et passablement brouillon. Tout entier à son illumination, il oublie de la transformer en roman, de là cette impression de déjà lu. Deux recueils de nouvelles, *l'Homme doré* (2) et *Dédales démesurés* (3) qui de 1954 à 1979, présentent un panorama aussi bien du jeune auteur que de celui de la maturité. Humour, intelligence, métier sont au rendez-vous. Pourtant le type de travail que Dick affectionne nécessite l'ampleur du roman. Ces nouvelles sont le plus souvent de bons textes de SF, pas moins, guère plus.

Dans *Fiction de mars*, Stéphane Nicot analyse la crise de la SF française en remettant le bonhomme sur ses pieds : la politique des éditeurs. Vérités bonnes à dire : c'est bien de capital et de marchandises qu'il faut parler. Pas de Français dans le second numéro d'*Orbite* (4). Young, Baker (qui vient d'obtenir le prix Apollo pour *l'Idiot-Roi* (2)), Matheson (*Duel*) et Moorcock.

Misère de la SF française ? D. Walter, *l'Hôpital et autres fables cliniques* (4), une douzaine de nouvelles parfaitement écrites et parfaitement cohérentes levant la pâte d'un univers morbide, étouffant, plein d'une fatalité qui pèse sur l'humanité sans échappatoire ni tangente. E. Jouanne, *Damiers imaginaires* (1). Intelligence dans la mise en place d'occultes stratégies, de sombres machinations, de jeux obscurs qui sont l'aspect le plus riche de la SF contemporaine, là où Dick et Borges voisinent.

Autre premier roman, américain, *les Croque-morts* (5) de David Skal. La SF de l'intérieur,



humaine et rien qu'humaine. La vie des gens plutôt que celle des planètes, la mort des gens plutôt que celles des empires. C'est un pan de la SF assez peu exploité, comme s'il y avait quelque chose d'incompatible entre la « littérature du futur » et l'intimisme, la demi-teinte. Un roman proche, tangible, avec un futur qui est encore ce qu'il était, près du Silverberg de *l'Oreille interne*.

Avec *Chant des étoiles* (6), Spinrad revient de loin et reconquiert le devant de la scène. Tout de suite la couleur est annoncée : l'utopie, l'utopie de l'utopie. On retrouve le grand thème d'inspiration de la SF des années 1960-70. Un peu comme Jouanne, Spinrad sait que nous savons, il ne va pas nous faire l'article. Le roman se referme sur une SF dure, violente, alarmante. Un mélange de rêverie et de cauchemar, de lumière et d'obscurité.

Piotr Gourmandisch.

- (1) Denoël
- (2) J'ai Lu
- (3) Casterman
- (4) Néo
- (5) Laffont
- (6) Calmann-Lévy



● **Samedi 20 h 25 (A2)** Finale du championnat de France de rugby, entre l'Aviron bayonnais et Agen. Les Basques auront fort à faire pour empêcher les fantastiques percées de Sella et de ses partenaires...

● **Dimanche 20 h 35 (TF1)** *Little Big Man* d'Arthur Penn, avec Dustin Hoffman. L'un des regards les plus originalement décapants et toniques jamais portés sur les principaux épisodes de la conquête de l'Ouest américain... un chef-d'œuvre !

● **Lundi 20 h 35 (TF1)** *la Cinquième Victime* de Fritz Lang avec Dana Andrews, au programme du

ciné-club de la première chaîne. Avec plus de vingt ans de décalage, une approche plus « noire » du monde précédemment décrit, en Allemagne, par Lang, dans *M. le Maudit*...

● **Mercredi 22 h 35 (A2)** *la Pologne, une affaire intérieure* ? M. Foucault, K. Pomian et A. Finkielkraut ouvriront le débat.

● **Vendredi 23 h 05 (A2)** *Une fille unique* de Pilippe Nahoun. Un premier film utilement « rappelé » par le ciné-club d'antenne 2 pour faire honte aux producteurs qui ne permettent pas à Nahoun, de transformer cet essai prometteur...

M. Laszlo

Trois livres sur la photographie

● « Paris, 4 novembre 1911. Au Muséum d'Histoire naturelle du Jardin des Plantes. 23 h 45... » Ainsi comme le premier album des aventures d'Adèle Blanc-Sec *Adèle et la Bête* de Jacques Tardi... Ainsi pourrait commencer le très beau livre de photographies réalisées par Pierre Béranger, sur texte de Michel Butor, *les Naufragés de l'Arche* (1). Regards sur ce « grand hall de gare », cette « salle des pas perdus » selon l'expression de Butor, cette galerie de zoologie du Muséum, où, dans l'attente d'une prochaine réouverture, clinquante, didactique, rénoverie et pédagogique... la nostalgie des cuirs craquelés, des peaux empesées et des bois striés dégage, paradoxalement, une poésie de la vie figée !

Enfermées dans ce livre en compagnie du texte de Butor, les photographies de Béranger resteront « pour mémoire »...

● « Je vis, dans la vulve velue de

Simone, l'œil pâle de Marcelle me regarder en pleurant des larmes d'urine. » Ces lignes de Bataille, extraites d'*Histoire de l'œil*, serviraient-elles d'exergue aux photographies de Richard Cerf (2), qu'elles n'en révéleraient qu'une infime facette. Tant, autour de Bataille, leur dérangement beauté évoque terriblement plus les mondes d'Hans Bellmer, Poumeyrol, ou Pierre Molinier, que ceux, infiniment plus figés, d'autres photographes qui se sont trop crus peintres...

L'imagination érotique d'un Molinier, si bien décrite par Breton dans le film réalisé par Raymond Borde en 1965, ne nous brûle pas moins que ces photographies de Richard Cerf.

● Essai historique passionnant, et, ô combien démystifiant, le livre de notre camarade André Rouillé *l'Empire de la Photographie* (3), aborde — pour la première fois à ma connaissance — la complexe

imbrication entre la photographie et la société ; et la place dévolue à cet « art » par la bourgeoisie triomphante du Second Empire, comme pièce essentielle de sa « reconnaissance » sociale.

Limité volontairement aux années 1839-70, l'essai d'A. Rouillé, est, paradoxalement, aussi peu « historique » que décapant ! Aux historiens de la photographie, qui commentent la société par les images données d'elle, Rouillé retourne dialectiquement les données : c'est par cette image « industrielle », fruit (détourné ?) des travaux de Niepce, Daguerre et Talbot, que la bourgeoisie libérale du milieu du XIX^e siècle va remplir un « rôle » essentiel à sa domination sociale... La photographie, avant tout, transmet les valeurs qu'elle donne à voir...

Michel Laszlo

- (1) Collection « Choses vues ». Ed. La Différence (150 F).
- (2) Editions Natiris (150 F).
- (3) Editions Le Sycomore (69 F)

ATLANTIQUE-SUD

Halte à l'escalade britannique

• En lançant ses commandos à l'assaut des Malouines, Thatcher démontre clairement qu'elle livre une guerre d'agression pour préserver les dépouilles de son empire colonial

CETTE fois, le conflit dans l'Atlantique-Sud a dégénéré en une véritable guerre. Les escarmouches — qui ont déjà fait plus de cinq cents morts — ont laissé place à une opération de débarquement des commandos d'élite de la Royal Navy appuyés par toute la logistique britannique. Les combats engagés depuis le 21 mai vont, compte tenu de leur ampleur, se solder par de lourdes pertes de part et d'autre.

Qui peut nier désormais que Margaret Thatcher mène dans cette région une guerre d'agression ? C'est délibérément, pour faire un exemple, qu'elle a lancé son armada à l'assaut de l'archipel tenu depuis près de deux mois par les Argentins. Ses représentants au Conseil de sécurité opposent systématiquement leur veto à toute résolution appelant au cessez-le-feu. Londres ne peut même pas invoquer l'enlèvement des tractations. L'essentiel d'un accord entre les deux pays était établi : retrait parallèle des troupes argentines et de la flotte britannique, administration intérimaire de l'ONU pendant la période où se négocierait le statut définitif des Malouines. Le régime argentin ne demandait même plus que sa souveraineté sur les îles soit préalablement reconnue. Seules restaient en litige les modalités d'application d'un tel protocole.

Une guerre d'agression

La dame de fer n'a pas caché son intention d'aller jusqu'au bout de son offensive, fût-ce au prix de centaines de nouvelles victimes. « *Le monde a vu trop souvent dans ce siècle les tragiques conséquences des échecs dans la défense des principes de justice, des valeurs de la civilisation et de la loi internationale* », vient-elle de déclarer. Si les conséquences n'en étaient aussi graves, on serait tenté de sourire. Ses préoccupations quant aux « principes de justice » ne gênaient guère le gouvernement britannique lorsqu'il s'agissait avant le 2 avril, de livrer des armes à la dictature de Buenos-Aires.

Si la Couronne s'est lancée dans cette escalade meurtrière, c'est en raison d'enjeux particulièrement élevés. Il en va en effet de la crédibilité du cabinet conservateur en Grande-Bretagne même, au moment où sa politi-



que de régression sociale a mis plus de trois millions de personnes au chômage. En s'accrochant à un vestige de son empire colonial — conquis par la force militaire voilà un siècle et demi — l'impérialisme britannique veut également conserver le contrôle d'un point stratégique, qui verrouille le passage de l'océan Atlantique au Pacifique.

Au bout du compte, ce qui est en question, c'est l'accès d'une grande puissance occidentale aux immenses richesses inexploitées du continent antarctique.

Un avertissement pour les peuples

Les affrontements actuels constituent pour les peuples du monde une leçon de choses et un avertissement. Ils prouvent que le système impérialiste devient de plus en plus dangereux à mesure que son instabilité s'accroît et que ses contradictions s'aiguisent. Il se montre prêt à porter la guerre aux quatre coins du monde pour préserver ses possessions « vitales ». En l'occurrence les immenses réserves de matières premières que recèlent les océans.

Thatcher, à travers cette crise internationale, défend les intérêts

de l'ensemble des métropoles capitalistes. Comment en douter après avoir vu les pays membres de la CEE et les Etats-Unis exprimer à plusieurs reprises leur appui à l'expédition de la Royal Navy et lui fournir l'assistance technologique dont elle avait besoin. Pour qu'il n'y ait aucun doute sur leur engagement, les gouvernements européens viennent d'ailleurs de reconduire l'embargo sur les relations économiques avec l'Argentine. Mais en précisant cette fois que c'était « pour une durée illimitée ».

Dans un conflit de cette sorte, on ne peut rester spectateur. Nous ne sommes pas, comme on voudrait nous le faire croire, en présence d'une action défensive de la « plus vieille démocratie du monde », mais d'une guerre réactionnaire : l'une des dernières citadelles coloniales d'Europe tente de sauver l'héritage de ses guerres de rapine du siècle dernier. Face à la Grande-Bretagne, l'Argentine demeure une nation dominée, dont les richesses, les principales branches industrielles et les réseaux économiques sont aux mains des firmes internationales (voir *Rouge* du 21 mai). Sa dette extérieure, produit et symbole de ces mécanismes d'exploitation, n'atteint pas le chiffre record de 37 milliards de dollars ?

Pour la défaite de l'impérialisme

En se solidarisant avec le peuple argentin, les masses latino-américaines ont parfaitement compris le caractère du conflit en cours. Et devant la situation créée, elles sont progressivement amenées à remettre en cause l'ensemble de la domination impérialiste. C'est sans dissimuler son inquiétude devant cette dynamique que le représentant de Panama aux Nations unies conjurait, le 23 mai, les pays de l'hémisphère nord et

tout particulièrement les Etats-Unis, de cesser d'apporter leur concours à Londres : « *Le soutien nord-américain à l'agression britannique répugne à la conscience latino-américaine et provoque la crise du système interaméricain.* »

Dès lors, l'attitude du mouvement ouvrier et révolutionnaire international ne peut être guidée que par un seul objectif : œuvrer à la défaite de l'impérialisme britannique. Cela signifie qu'il doit exiger :

- l'arrêt immédiat des combats ;
- le retrait de toutes les forces britanniques de l'Atlantique-Sud ;
- la reconnaissance de la souveraineté argentine sur les Malouines ;
- le levé du blocus économique décrété par la Communauté européenne.

La montée du sentiment anti-impérialiste

Pour autant, une telle position n'implique aucun soutien aux objectifs du régime argentin. En investissant l'archipel le 2 avril dernier, le général Galtieri a commis une lourde erreur d'appréciation. Il voulait conduire une opération de diversion face à la montée des luttes populaires. Celle-ci s'était illustrée quelques jours auparavant par de violents affrontements de rue. Il espérait que son geste ne serait qu'une manœuvre théâtrale qui canaliserait à son profit la haine de la population envers l'impérialisme.

Mais il avait sous-estimé l'ampleur de la riposte britannique et escomptait surtout un soutien — ou au moins une attitude bienveillante — de la part de la Maison-Blanche. Erreur grossière on l'a vu, au moment où les métropoles occidentales, voulant mettre un coup d'arrêt à leur déclin, redéployent leur dispositif

stratégique. La moindre hésitation de leur part aurait ouvert une brèche dans la cohésion du camp impérialiste.

La faute des généraux a conduit à l'exacerbation du sentiment anti-impérialiste des masses argentines. Mais, précisément, celui-ci, loin de favoriser la constitution d'une « union sacrée », ne peut qu'accroître l'opposition populaire à une dictature qui, dans le passé, n'a pu mener sa politique qu'avec l'aide financière, diplomatique et militaire de ses adversaires d'aujourd'hui.

Souvenons-nous qu'il y a quelques semaines la foule scandait sur la Plaza de Mayo : « *Les Malouines sont argentines, la dictature, non !* »

L'incapacité — flagrante depuis le 21 mai — de la junte à s'opposer aux opérations de l'armée anglaise va approfondir le processus. Nombre de travailleurs en déduiront qu'il n'est possible de s'opposer véritablement à l'impérialisme et de défendre la souveraineté de leur pays sur les Malouines qu'en ayant recours à leur propre action de classe. Et celle-ci passe à l'évidence par le combat en faveur d'un gouvernement des travailleurs, seul capable de libérer le pays de l'emprise des multinationales, d'assurer définitivement les libertés démocratiques et de répondre aux besoins sociaux élémentaires de la population laborieuse.

C'est dire à quel point aujourd'hui, la lutte pour la défaite des impérialistes et celle pour le renversement du régime militaire, loin d'être contradictoires, sont indissolublement liées.

Une chose est d'ores et déjà certaine : la guerre en cours et la position des Etats capitalistes développés auront des implications qui sont encore incalculables. La stratégie des Etats-Unis dans le continent latino-américain, leur domination à travers une série de régimes autoritaires s'en trouvent ébranlées. Jamais auparavant leur politique n'avait suscité une aversion aussi massive. Et pas seulement parmi les masses. Tous les gouvernements qui pensaient jusqu'alors bénéficier du soutien sans failles de l'oncle Sam viennent de faire l'expérience de la façon dont l'administration Reagan conçoit les rapports « Nord-Sud ». Gonzalo Garcia Bustillos, ministre vénézuélien, ne cachait pas, le 24 mai, sa déception devant l'attitude de Washington et des capitales européennes et parlait des « *conséquences graves et imprévisibles dans l'avenir des relations entre ces pays et l'Amérique latine* ».

Ces contradictions n'ont pas empêché le camp impérialiste de faire le choix de la confrontation militaire. Ce faisant, il fait clairement la démonstration de son cours belliste actuel. C'est une raison supplémentaire pour que les travailleurs européens et américains s'opposent avec la dernière énergie à sa guerre contre la nation argentine.

Christian Picquet

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

INPRECOR
VIENT DE PARAÎTRE

A l'occasion du voyage de Reagan en Europe et du sommet de Versailles, le sommaire d'« Inprecor » est très largement consacré à l'Amérique centrale.

- Ce que cache le sommet de Versailles.
- El Salvador : Un nouveau gouvernement pour mener la guerre.
- Guatemala : Les objectifs du nouveau pouvoir.

A BAS !
REAGAN
LA GUERRE